



FAITS
SAILLANTS
2022



Photographies : Avec la permission des parlements hôtes, ParlAmericas et des organisations partenaires.

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE PARLAMERICAS.....	4	PARTICIPATION EFFECTIVE AUX PROCESSUS PARLEMENTAIRES.....	43
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS.....	5	IMPACT LÉGISLATIF DES JEUNES HONDURAS.....	46
FINANCES ET ACTIVITÉS.....	6	14 ^E RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE PARLAMERICAS.....	49
CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	7	PROJET DE LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES.....	53
ORGANISMES PARTENAIRES.....	8	MESSAGE DU PRÉSIDENT DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT..	57
MÉCANISMES DE COLLABORATION.....	9	4 ^E RÉUNION DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES POUR LE PARLEMENT OUVERT DE PARLAMERICAS.....	58
2022 EN UN COUP D'ŒIL.....	10	6 ^E RENCONTRE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT DE PARLAMERICAS.....	62
RESSOURCES ET PUBLICATIONS.....	14	RÉUNION INTERPARLEMENTAIRE : PROMOUVOIR L'OUVERTURE LÉGISLATIVE DANS LA RÉGION.....	68
19 ^E ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE PARLAMERICAS.....	15	MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	70
PARLAMERICAS ET LE 9 ^E SOMMET DES AMÉRIQUES.....	20	VERS UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE : ATELIER POUR LES PARLEMENTAIRES ET LE PERSONNEL PARLEMENTAIRE DE TRINITÉ-ET-TOBAGO.....	71
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES.....	32	6 ^E RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE PARLAMERICAS.....	73
RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LES CARAÏBES EN AMONT DE LA CSW66.....	33	VERS UN SYSTÈME AGROALIMENTAIRE DURABLE ET ÉQUITABLE : LE RÔLE DES PARLEMENTS.....	78
PLAIDOYER DES JEUNES POUR L'ACTION CLIMATIQUE AVEC UNE APPROCHE DE GENRE DANS LES PARLEMENTS.....	36	DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE À LA COP27.....	80
ÉCHANGE SOUS-RÉGIONAL SUR LA CRÉATION DE CAUCUS DE FEMMES PARLEMENTAIRES.....	39	L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS.....	82
JEUNES FEMMES DANS LE LEADERSHIP SAINTE-LUCIE.....	41		

À PROPOS DE PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des pays d'Amérique du Nord, Centrale et Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF** dans la poursuite des Objectifs de développement durable



ParlAmericas intègre **l'ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas organise des consultations and développe des **PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES** avec des jeunes leaders et des organisations de la société civile



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



Est basé à **OTTAWA, CANADA**



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS



Chères et chers collègues,

J'ai le plaisir de revenir brièvement sur certains des aspects les plus saillants du travail de ParlAmericas tout au long de cette année.

Comme vous le constaterez dans les pages suivantes, 2022 a été une année particulièrement productive alors que nous avons tenu une grande diversité d'activités régionales, hémisphériques et internationales, rassemblant des centaines de parlementaires, de fonctionnaires de parlement, de spécialistes et de représentants d'organisations multilatérales et de la société civile des Amériques et des Caraïbes. À travers nos trois réseaux parlementaires thématiques, nous avons également proposé une série d'outils et de publications conçus spécialement pour soutenir le travail législatif de nos collègues autour de différents thèmes.

Je souhaite en particulier souligner la 14e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas et la 19e Assemblée plénière. Ces événements, organisés au Congrès de la République de Colombie, ont constitué nos premières réunions en présentiel depuis les restrictions imposées par les mesures pour contenir la pandémie de COVID-19. Se retrouver et passer quelques jours ensemble à Bogotá a été un réel plaisir.

L'année 2022 a été un moment fort pour le positionnement de ParlAmericas, la seule organisation interparlementaire de l'hémisphère composée des 35 législatures nationales d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud et des Caraïbes, en tant qu'institution interparlementaire du système interaméricain par excellence.

Fondée sur la reconnaissance de l'importance de la diplomatie parlementaire en tant que mécanisme pour promouvoir le consensus et favoriser un dialogue politique coopératif, cette distinction est, par exemple, soulignée dans le mandat adopté par les chefs d'État et de gouvernement des Amériques et des Caraïbes lors du 9e Sommet des Amériques, dans le [Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique](#) qui établit la promotion de la participation parlementaire comme faisant partie intégrale du processus des Sommets des Amériques à travers ParlAmericas.

D'une part, cela démontre sans équivoque l'importance accordée à la diplomatie parlementaire par les instances multilatérales les plus importantes dans les relations internationales au sein de l'hémisphère; et d'autre part, cela établit la reconnaissance de l'expérience institutionnelle de ParlAmericas, qui, depuis les 20 dernières années, rassemble des parlementaires des Amériques et des Caraïbes pour œuvrer à l'objectif commun de mieux représenter les intérêts des habitants de l'hémisphère.

Cette année, nous espérons continuer d'avancer ensemble vers l'objectif fondamental de faciliter et de promouvoir la participation substantielle des parlementaires des Amériques et des Caraïbes dans les différents espaces multilatéraux du système interaméricain, dans le but de représenter les intérêts de nos électeurs tout en apportant des points de vue parlementaires lors de discussions sur des questions d'importance hémisphérique, guidés par l'intention de renforcer le dialogue politique coopératif, l'intégration régionale et la construction du consensus.

Je vous invite à consulter et à diffuser cette édition des Faits saillants de l'année. Vous trouverez dans ces pages des informations détaillées sur les résultats de notre travail, sur les activités organisées par nos trois réseaux thématiques et sur les publications et les outils que nous avons mis à votre disposition.

Un grand merci à toutes et tous pour votre soutien.

Cordialement,

Blanca Ovelar

Sénatrice, Paraguay

Présidente de ParlAmericas

[SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @OVELAR_BLANCA](#)

FINANCES ET ACTIVITÉS

Les opérations et activités menées par ParlAmericas durant l'année fiscale 2022 ont été financées grâce au soutien de nos parlements membres, nos partenaires et aux généreuses contributions du Gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada. ParlAmericas souhaite reconnaître et remercier sincèrement les contributions inestimables d'appui, d'expertise et de temps des parlements membres, des parlementaires individuel(le)s et des partenaires afin d'assurer la mise en œuvre fructueuse des programmes de ParlAmericas à travers l'année.

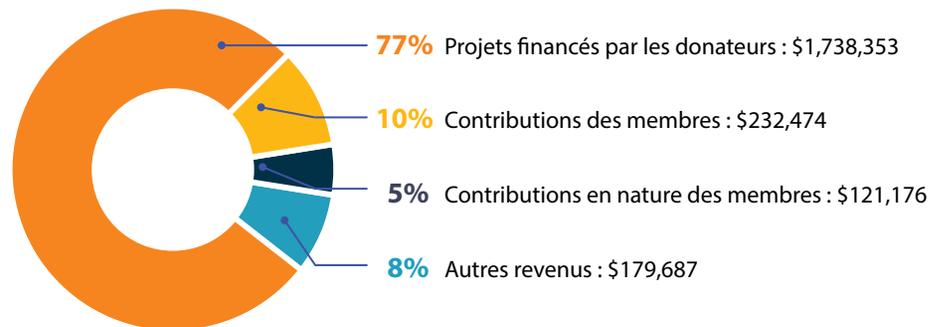
Note : Les contributions en nature dans les états financiers sont enregistrées lorsque les justes valeurs peuvent être estimées de façon raisonnable et que les documents pertinents sont fournis par les parlements membres. Nous reconnaissons que le montant présenté est une fraction de la valeur totale du soutien en nature fourni par les parlements membres dans le cadre des opérations de ParlAmericas. ParlAmericas maintient ainsi un registre de la valeur indicative des contributions totales à la programmation de ParlAmericas.

Voyages neutres en carbone : En raison de la pandémie de COVID-19, La plupart des activités de ParlAmericas ont été réalisées virtuellement et, par conséquent, aucune compensation de carbone des voyages n'a été achetée cette année. Pour plus d'informations sur l'initiative de neutralité de carbone et sur les moyens par lesquels les parlements peuvent réduire leur empreinte carbone, nous vous invitons à lire le [Guide de ParlAmericas sur les parlements ecoresponsables: Des mesures pour favoriser les pratiques durables au sein des parlements.](#)

Source : Les états financiers vérifiés de ParlAmericas à compter du 30 septembre 2022, et le Rapport financier annuel correspondant préparé pour le Conseil d'administration et les parlements membres.

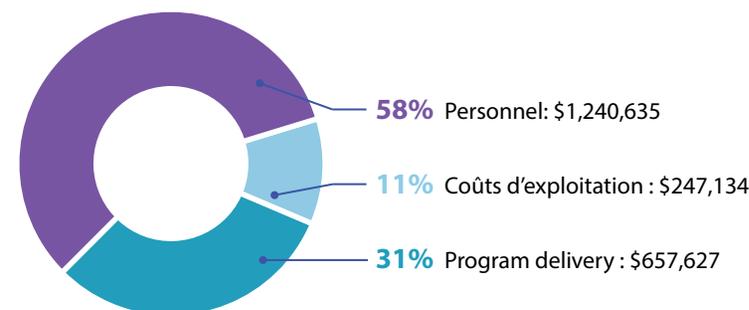
CONTRIBUTIONS

\$2,271,690



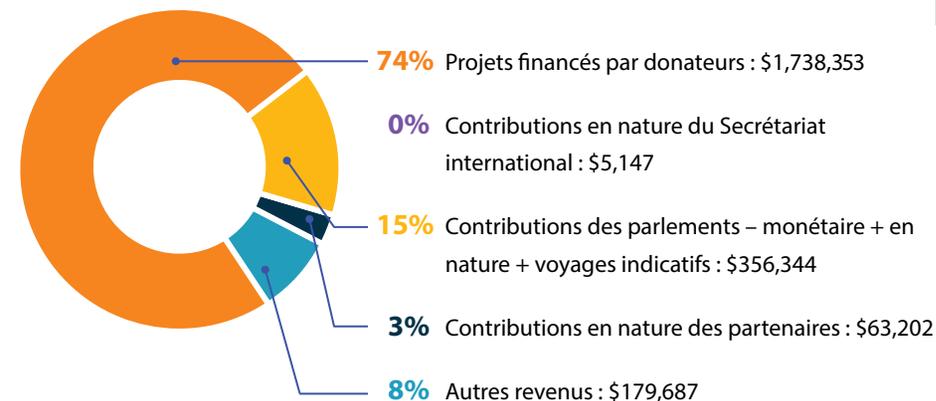
DÉPENSES

\$2,145,396



VALEUR INDICATIVE DES CONTRIBUTIONS TOTALES

\$2,342,734



CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif du Conseil d'administration

(décembre 2022 - décembre 2024) :

Blanca Ovelar, Présidente

Sénatrice, Paraguay

Bridgid Anisette-George, Vice-présidente

Présidente de la Chambre des représentants, Trinité-et-Tobago

Verónica Noemí Camino Farjat, 2^e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

Sénatrice, Mexique

Javier Macaya, 2^e vice-président et président du Réseau pour un parlement ouvert

Diputado, Chile

Rosa Galvez, 2^e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique

Sénatrice, Canada

ParlAmericas est une organisation dirigée par des parlementaires pour des parlementaires. Son Conseil d'administration est composé de 21 sièges qui représentent les pays d'Amérique du Nord, Centrale, du Sud et des Caraïbes. En outre, le Conseil inclut les membres suivants : le pays hôte de la prochaine Assemblée plénière, la/le président(e) précédent de ParlAmericas, les directeurs(trices) de la Corporation de ParlAmericas, des membres d'office du Secrétariat international de ParlAmericas et du Secrétariat général de l'Organisation des États Américains. Chaque réseau est gouverné par un Comité exécutif élu, composé d'un(e) président(e) et des Vice-président(e)s sous-régionaux représentant l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, et les Caraïbes.

Plus d'informations sur notre Conseil d'administration et nos comités exécutifs sont disponibles sur notre site Web : <https://parlAmericas.org/conseil-dadministration/?lang=fr>



ORGANISMES PARTENAIRES



Mécanismes de collaboration



Le **Groupe de travail interaméricain sur l'autonomisation et le leadership des femmes**

est un mécanisme de coordination qui renforce

les engagements et les stratégies pour promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes. Il est composé d'institutions interaméricaines et internationales clés, qui travaillent dans différents secteurs et à plusieurs niveaux.



Le **Réseau numérique pour un parlement ouvert (OPeN)** offre une tribune aux parlementaires qui

défendent l'ouverture législative en servant comme

membre du Conseil de leadership parlementaire du réseau. Ces efforts se fondent sur les accomplissements du Groupe de travail pour l'ouverture législative du PGO, en rassemblant des organisations internationales qui sont engagées à promouvoir l'ouverture législative.



Le **groupe parlementaire de la CCNUCC** soutient la participation parlementaire aux COP. En tant que membre fondateur du groupe parlementaire de la CCNUCC, ParlAmericas facilite la participation des parlementaires au processus des COP et aux réunions de la CCNUCC avec l'appui de GLOBE International, point focal du groupe parlementaire.



La **Coalition pour l'économie circulaire d'Amérique latine et des Caraïbes** est

une plateforme régionale œuvrant pour sensibiliser sur l'économie circulaire, améliorer

la coopération entre les parties prenantes et apporter une assistance technique pour l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie circulaire ainsi que d'une consommation et d'une production durables.



Le **Front parlementaire contre la faim d'Amérique latine et des Caraïbes** est un réseau

de plus de 400 parlementaires de l'hémisphère qui

œuvrent pour faire de l'alimentation et de l'agriculture des priorités nationales pour le développement durable. Ces deux organisations ont signé un protocole d'entente définissant les directives pour conjuguer leurs efforts dans la lutte contre la faim et la malnutrition et pour renforcer la souveraineté alimentaire dans les Amériques et les Caraïbes.

2022 EN UN COUP D'ŒIL

Janvier

28

4^e Réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour le parlement ouvert de ParlAmericas

Février

2

Participation à la session ordinaire du Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA)

3

Session de sensibilisation en préparation de la 66^e Commission de la condition de la femme (CSW66) organisée avec CARICOM et ONU Femmes Caraïbe

Mars

9, 15 et 22

6^e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert, « L'intégrité compte : construire des démocraties plus fortes », organisée avec la Chambre des sénateurs du Paraguay

22

Évènement parallèle « Plaidoyer des jeunes pour l'action climatique avec une approche de genre dans les parlements » organisée dans le cadre du Forum des ONG de la CSW66

Avril

6

Réunion « Vers une économie circulaire : un atelier pour les parlementaires et les fonctionnaires des parlements de Trinité-et-Tobago » organisée avec le parlement de Trinité-et-Tobago

20

Participation à la première Réunion de la Conférence des Parties de l'Accord d'Escazú organisée par la CEPAL à Santiago du Chili

24 et 25

Participation à l'atelier « Leadership pour une bonne gouvernance et une transformation sociale dans les Caraïbes » organisé par le Secrétariat du Commonwealth, l'Institut caribéen pour le leadership des femmes et l'ONU Femmes Caraïbes à Bridgetown, Barbade

Mai	19 et 20	Participation à la conférence « Legistech: The Americas » organisée par Bússola Tech
	24	2 ^{da} Réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas
	12 mai au 9 juin	Sessions de formation dans le cadre du programme Jeunes femmes dans le leadership - Sainte-Lucie (YWIL SLU), organisé avec le Secrétariat régional et la section de Sainte-Lucie de Caribbean Women in Leadership (CIWiL) et le Parlement de Sainte-Lucie
	27	Participation à la Semaine du Gouvernement Ouvert organisée par l'Open Government Partnership
	30	Échange virtuel sur les caucus parlementaires de femmes organisé avec l'Association parlementaire du Commonwealth et ONU Femmes Caraïbes
Juin	1	Dialogue de haut niveau « Promouvoir le multilatéralisme à travers la diplomatie parlementaire » en amont du IX Sommet des Amériques
	6 et 7	Participation à la « Rencontre parlementaire à l'occasion du IX Sommet des Amériques à Los Angeles », organisée par le House Democratic Partnership (HDP) de la Chambre des représentants des États-Unis
	23 juin et 5 juil.	6 ^e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique, « Réaliser notre avenir vert : le chemin vers les faibles émissions » organisé avec l'Assemblée de la Dominique et du Congrès du Guatemala
	25	Participation au programme international de spécialisation « Leadership politique des femmes parlementaires » organisé par le Congrès de la République du Pérou et l'Université Ricardo Palma
	27	Session parlementaire simulée dans le cadre du programme Young Women in Leadership - Saint Lucia (YWIL SLU) organisé avec le Secrétariat régional et la Section de Sainte-Lucie de l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL) et le Parlement de Sainte-Lucie
	28	Participation au « Séminaire régional sur le changement climatique pour les parlements d'Amérique latine et des Caraïbes » organisé par l'Union interparlementaire en Uruguay
	29	Participation au lancement de l'Académie internationale pour l'autonomisation des jeunes leaders en Amérique latine de la CCNUCC
	29 et 30	Participation au « Rassemblement sur les nouveaux contrats sociaux et les partenariats pour des sociétés plus résilientes et inclusives » organisé par EUROsocial+ à Bruxelles, Belgique
Juillet	15	Lancement de la publication « Respecter les engagements pris dans les mandats environnementaux adoptés lors du 9 ^e Sommet des Amériques »
	19	Événements parallèles lors de la Semaine du climat pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2022 organisée par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le gouvernement de la République dominicaine, à Saint-Domingue
Août	24 et 25	Participation à conférence de l'Association parlementaire du Commonwealth, à Halifax, Canada

Septembre

- 9** Formation virtuel sur la participation effective aux processus parlementaires pour les organisations de femmes des Caraïbes organisée avec ONU Femmes Caraïbes et Equality Fund
- 12** 3^{em} Réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- 14** Session sur les stratégies d'autonomisation et de participation des jeunes dans le cadre de l'Assemblée nationale des jeunes du Panama, organisée par l'Assemblée nationale du Panama et ParlAmericas avec le soutien de la Fondation Espacio Cívico et du Forum national des femmes des partis politiques du Panama (FONAMUPP)
- 15** Réunion de travail virtuelle sur la transformation numérique organisé avec Bússola Tech, dans le cadre du Forum LegisTech 2022
- 28** Réunion interparlementaire « Promouvoir l'ouverture législative dans la région » organisée avec la Chambre des députés de la République dominicaine ont dans le cadre de la Conférence régionale Amérique ouverte en Saint-Domingue

Octobre

- 4** Participation à la table ronde entre des parlementaires sur la révision à mi-parcours du Cadre de Sendai concernant la réduction des risques de catastrophe organisée par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), avec l'appui du Groupe parlementaire du Forum de la vulnérabilité climatique et de GLOBE International
- 5, 7** Participation à la 52^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) à Lima, au Pérou
- 6** Dialogue parlementaire de haut niveau sur la participation politique des femmes organisé avec le Congrès du Pérou dans le cadre de la 52^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), à Lima, au Pérou
- 10 oct. au 14 nov.** Sessions de formation dans le cadre du programme « Renforcement du leadership politique des jeunes honduriennes » organisé avec le Congrès National et le Forum des femmes politiques de l'Honduras
- 20** Échange interparlementaire mondial « Les femmes législatrices dans les portefeuilles de la défense, de la sécurité et de la paix » organisée avec Parliamentary Centre

Octobre	31	Réunion des présidentes de parlement des Caraïbes sur l'égalité des sexes dans la région
Novembre	7 - 11	Participation en la XV ^e Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes organisée par CEPAL et ONU Femmes à Buenos Aires, Argentine
	8 - 13	Participation en la 27 ^e Conférence des Parties (COP27) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Charm el-Cheikh, Égypte
	18 et 19	Séminaire de formation de caucus pour les femmes parlementaires des Bahamas organisé avec CIWiL Bahamas, ONU Femmes Caraïbes et l'Association parlementaire du Commonwealth, aux Bahamas
	22	Réunion de les comités parlementaires sur la transparence, la lutte anti-corruption et l'éthique en Amérique latine, pour explorer les normes d'ouverture législative dans les travaux de commission
	30 nov. et 1 déc.	14 ^e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas « Perspectives législatives de croissance économique inclusive : investir dans l'économie des soins » organisée avec le Congrès de la République du Colombie, à Bogota
Décembre	2	19 ^e Assemblée plénière de ParlAmericas « Diplomatie parlementaire : un multilatéralisme en faveur du peuple », organisée avec le Congrès de la République de Colombie, à Bogota
	3 et 4	Séminaire de formation pour les femmes parlementaires jamaïcaines afin de promouvoir l'égalité des sexes dans le travail législatif, organisé avec ONU Femmes Caraïbes, le Bureau des affaires de genre du Ministère de la culture, du genre, du divertissement et du sport, et les Chambres du Parlement jamaïcain, à Ocho Rios, Jamaïque
	8 et 9	Atelier présentiel dans le cadre du programme « Renforcement du leadership politique des jeunes honduriennes » organisé avec le Congrès National et le Forum des femmes politiques de l'Honduras
	14	1 ^{er} Réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires sur le changement climatique de ParlAmericas

RESSOURCES ET PUBLICATIONS

ParlAmericas élabore des ressources spécialisées pour les parlementaires et les parties prenantes, en lien avec les sujets prioritaires de l'hémisphère traités par les législatures, ainsi qu'avec les thèmes privilégiés des réseaux de ParlAmericas.

Ci-dessous, une sélection de ressources clés utilisées dans les activités de cette année est présentée. Ces matériaux sont mis à disposition lors de nos réunions et par le biais de notre [site web](#).



Ce que nous avons entendu : une enquête auprès des organisations de femmes des Caraïbes sur leurs relations avec les parlements (En anglais)



Feuille de route pour l'ouverture législative 2.0



Précis sur le financement du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes



Retrouvez ParlAmericas sur [Apple Podcasts](#), [Google Podcasts](#), et [Spotify](#), pour écouter les sessions de nos rencontres.



Abonnez-vous à la [chaîne de ParlAmericas](#), où vous pouvez accéder au contenu vidéo de nos activités ParlAmericas.



#ParlAmericas2022

TITRE : Diplomatie parlementaire : le multilatéralisme au service des personnes

THÈMES : diplomatie parlementaire, multilatéralisme, système interaméricain

DATE : 2 décembre 2022

LIEU : Bogotá, Colombie

PARTICIPANTS : Plus de 85 parlementaires de 18 pays des Amériques et des Caraïbes

HÔTE : Congrès de la République de Colombie



Cette activité s'aligne avec les ODD 10, 16 et 17.



19e Assemblée plénière de ParlAmericas

La 19e Assemblée plénière de ParlAmericas était consacrée à la diplomatie parlementaire, à son importance dans la conjoncture économique, sociale et politique actuelle, au rôle de ParlAmericas en tant qu'instance hémisphérique mandatée pour promouvoir la participation parlementaire au système interaméricain.

Les parlementaires ont pu participer à une session de dialogue durant laquelle ils ont échangé leurs points de vue concernant l'exercice de la diplomatie parlementaire à travers ParlAmericas, ainsi que des réflexions pour enrichir une vision institutionnelle visant à renforcer et à consolider la participation parlementaire au système interaméricain.

Ce dialogue a souligné que des phénomènes comme le multilatéralisme, l'intégration régionale, la mondialisation et la promotion des droits de la personne et de la démocratie dans les relations internationales exigent une participation de plus en plus active des parlements dans les affaires internationales, et ce en tant que dépositaires de la volonté du peuple.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture:

- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

Modération du dialogue parlementaire :

- Membre de l'Assemblée **Wilma Andrade** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Oratrice principale :

- **Epsy Campbell Barr**, ancienne vice-présidente de la République du Costa Rica

Présentation des rapports annuels des réseaux parlementaires de ParlAmericas:

- Sénatrice **Verónica Camino** (Mexique), présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres
- Sénatrice **Bertha Caraveo** (Mexique), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau pour un parlement ouvert
- L'honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique

Lecture de la Déclaration sur la participation parlementaire au système interaméricain à travers ParlAmericas :

- Sénatrice **Antares Vázquez** (Mexique), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

Discours de clôture :

- L'honorable représentante **Jezmi Barraza** (Colombie), hôtesse et vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas



[HORAIRE COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT VIDEO](#)

Déclaration

Lors de cette Assemblée plénière, les parlementaires ont adopté la [Déclaration sur la participation parlementaire au système interaméricain à travers ParlAmericas](#) qui comprend, entre autres, les engagements suivants :

- Participer activement, via ParlAmericas, aux différents espaces multilatéraux du système interaméricain pour représenter les intérêts de nos électeurs et présenter des perspectives parlementaires lors de discussions sur des questions importantes pour l'hémisphère, comme, entre autres, le changement climatique, l'égalité des genres et les droits des femmes, la migration, le renforcement de la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption, le renforcement de l'État de droit, la défense des droits de la personne et la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales.
- Exercer un contrôle politique parlementaire de la mise en œuvre des engagements et des accords signés par nos États dans le cadre du système interaméricain et favoriser les principes de responsabilité et de transparence dans les organisations qui constituent ce système.
- Éclairer l'élaboration du Plan stratégique 2023-2030 de ParlAmericas, qui comporte une vision pour le renforcement de la diplomatie parlementaire et de la participation parlementaire au système interaméricain, en accord avec les principes démocratiques communs.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Introduction de la session

Lors de son intervention, la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas, a présenté la diplomatie parlementaire en citant quelques-uns de ses jalons historiques et son importance dans les relations internationales. Elle en a également parlé en terme de ses avantages en tant qu'instrument indispensable pour faciliter le dialogue entre les États et favoriser la construction du consensus ainsi que le traitement et la résolution de questions complexes qui, dans certaines circonstances, ne peuvent pas être traitées directement par le pouvoir exécutif.

La sénatrice Ovelar a succinctement évoqué l'histoire de ParlAmericas, seule organisation interparlementaire de l'hémisphère, composée des 35 législatures nationales de l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, et des Caraïbes. Elle a rappelé que ParlAmericas est reconnue en tant qu'organisation mandatée pour promouvoir la participation parlementaire au système interaméricain et contribuer au dialogue interparlementaire sur des thèmes importants pour l'hémisphère.

Dialogue interparlementaire

Le dialogue parlementaire a posé une série de questions d'orientation qui ont permis aux parlementaires d'échanger des réflexions sur l'importance de la diplomatie parlementaire et sur le rôle de ParlAmericas en tant qu'instance chargée de promouvoir et de faciliter la participation parlementaire dans les différents espaces décisionnels du système interaméricain.

Les parlementaires ont identifié quelques-uns des principaux thèmes devant figurer dans l'agenda de ParlAmericas pour la diplomatie parlementaire dans les Amériques et les Caraïbes. Ils ont également contribué au **Plan stratégique de ParlAmericas 2023-2030**, en particulier en ce qui concerne la vision institutionnelle pour l'articulation avec le système interaméricain et d'autres espaces multilatéraux hémisphériques.

À cet égard, voici quelques-uns des sujets identifiés par les parlementaires comme devant être inclus de façon prioritaire dans l'agenda pour la diplomatie parlementaire dans l'hémisphère :

- **Migration** : L'un des défis transnationaux les plus complexes pour les pays d'origine comme pour ceux de destination. Le dialogue a souligné la nécessité d'aborder la migration avec une approche intersectionnelle, basée sur les droits de la personne et reconnaissant les risques et les opportunités inhérentes, ainsi que le lien avec des phénomènes comme le changement climatique et les inégalités.
- **Désinformation et fausses nouvelles** : Les participants ont souligné la menace que la prolifération de campagnes de désinformation et de propagande informatique constitue pour la démocratie et la bonne gouvernance. Ils ont également insisté sur la nécessité de prendre des mesures coordonnées tenant compte de la nature disruptive de la communication numérique et de ses effets pernicieux sur le système démocratique.
- **Changement climatique** : Cette thématique a été identifiée comme l'un des grands défis de notre époque, particulièrement grave pour le bien-être des habitants d'Amérique latine et des Caraïbes. Les parlementaires ont souligné la nécessité d'élever l'ambition des actions pour le climat et de parvenir, via des actes concertés de diplomatie parlementaire, à des accords sur les pertes et dommages correspondant aux responsabilités historiques des pays industrialisés.



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

« L'adoption de mandats importants durant le 9e Sommet des Amériques comme lors de la 52e Assemblée plénière de l'OEA pour promouvoir la participation parlementaire à la prise de décision à travers ParlAmericas démontrent clairement, d'une part, que les espaces multilatéraux les plus importants de la région reconnaissent de façon unanime l'intérêt de la diplomatie parlementaire en tant qu'outil fondamental dans les relations internationales dans l'hémisphère; et d'autre part, que ParlAmericas se distingue comme l'instance par excellence permettant aux parlementaires des Amériques et des Caraïbes de participer au système interaméricain. »



Membre de l'Assemblée **Wilma Andrade** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« Nos propres expériences au sein de ParlAmericas - que ce soit lors de dialogues pour encourager l'adoption d'initiatives pour un parlement ouvert, dans notre engagement à promouvoir une action climatique audacieuse, notre participation à des missions d'observation électorale, ou notre défense sans limite de la démocratie et de la bonne gouvernance dans l'hémisphère - confirment nécessité de favoriser des espaces pour exercer la diplomatie parlementaire dans les Amériques et les Caraïbes. »



Epsy Campbell, ancienne vice-présidente du Costa Rica et conférencière de la 19e Assemblée plénière de ParlAmericas.

« Nous devons promouvoir dans les espaces que nous occupons respectivement un humanisme axé sur les personnes, la dignité humaine, la paix et les soins. Un humanisme qui inspire à son tour un multilatéralisme permettant de discuter des grands sujets en lien avec la survie des êtres humains et le bien commun. Un multilatéralisme qui doit être paritaire, multiculturel et pluriethnique. »



ÉLECTIONS AU CONSEIL DE PARLAMERICAS 2022-2024

ParlAmericas est dirigée par des parlementaires et pour les parlementaires, avec un Conseil composé de 21 sièges représentant des pays d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, et des Caraïbes. De plus, le Conseil compte des membres d'office du pays hôte de l'Assemblée plénière, la ou le président sortant de ParlAmericas, les directeurs de la ParlAmericas Corporation, le Secrétariat international de ParlAmericas et le Secrétariat international de l'OEA. Les membres du Conseil sont élus pour un mandat de deux ans par les parlements membres de ParlAmericas durant l'Assemblée plénière annuelle.

La sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay) et l'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants, ont été réélues par acclamation en tant que présidente et vice-présidente de ParlAmericas, respectivement.

De plus, les représentants sous-régionaux suivants du Conseil de ParlAmericas ont été réélus :

Représentants de l'Amérique du Nord :

- Canada
- Mexique

Représentants de l'Amérique centrale :

- Costa Rica
- Nicaragua

Représentants de l'Amérique du Sud :

- Colombie
- Suriname
- Guyana

Représentants des Caraïbes :

- Barbade
- Jamaïque

En outre, la députée **Daniella Cicardini** (Chili) a annoncé que le Congrès national du Chili accueillera la 7e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, qui aura lieu en 2023.



ParlAmericas et le 9^e Sommet des Amériques

Construire un avenir durable, résilient et équitable

Les Sommets des Amériques rassemblent les chefs d'État et de gouvernement des Amériques et des Caraïbes pour discuter de sujets d'importance régionale, réaffirmer des valeurs communes et convenir d'actions pour relever des défis communs. Cette année, le 9^e Sommet des Amériques a eu lieu du 6 au 10 juin 2022 à Los Angeles, aux États-Unis d'Amérique, sous le thème « Construire un avenir durable, résilient et équitable ».

Depuis sa création, qui a coïncidé avec le 3^e Sommet des Amériques, tenu dans la ville de Québec, au Canada, ParlAmericas a dirigé la participation des parlements au processus des Sommets des Amériques, conformément à ses objectifs de promouvoir la participation parlementaire au système interaméricain et de contribuer au dialogue interparlementaire sur les thèmes importants pour l'hémisphère.

Voici un compte-rendu succinct d'une série d'activités qui ont eu lieu à l'occasion du 9^e Sommet des Amériques, notamment des réunions préalables, la rencontre parlementaire du Sommet et des événements parallèles organisés dans le cadre du Sommet auxquels des parlementaires des Amériques et des Caraïbes ont participé.



#ParlAmericas #SummitAmericas

 **THÈMES :** 9^e Sommet des Amériques

 **DATE :** 17 mai 2022

 **LIEU :** en ligne

 **PARTICIPANT(E)S :** 22 parlementaires provenant de 15 pays des Amériques et des Caraïbes



Cette activité est en ligne avec les ODD n° 16 et n° 17.



Session d'information avec des hauts fonctionnaires de l'OEA à la veille du 9^e Sommet des Amériques

En tant que membres nommés aux organes de gouvernance de ParlAmericas par les parlements nationaux des Amériques et des Caraïbes, les membres du Conseil d'administration de ParlAmericas et des comités exécutifs des réseaux thématiques de l'organisation ont participé à une session d'information de hauts fonctionnaires de l'OEA avant le 9^e Sommet des Amériques.

Francisco Guerrero, secrétaire au renforcement de la démocratie de l'OEA, a présenté un aperçu de la conjoncture politique dans la région. **María Celina Conte**, directrice du Secrétariat des Sommets des Amériques, a quant à elle résumé les processus des Sommets des Amériques et des différents forums officiels et acteurs impliqués.



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)

#ParlAmericas #SummitAmericas

 **THÈMES** : 9^e Sommet des Amériques, diplomatie parlementaire, multilatéralisme

 **DATE** : 1er juin 2022

 **LIEU** : en ligne

 **PARTICIPANT(E)S** : 43 parlementaires provenant de 18 pays des Amériques et des Caraïbes



Cette activité est en ligne avec les ODD n° 16 et n° 17.



Promouvoir le multilatéralisme à travers la diplomatie parlementaire

Dialogue de haut niveau à l'occasion du 9^e Sommet des Amériques

ParlAmericas a organisé cet événement de haut niveau en amont du 9^e Sommet des Amériques pour dialoguer autour de thèmes comme le multilatéralisme, la diplomatie parlementaire et le rôle des parlements de l'hémisphère dans la mise en œuvre des accords et engagements émanant des Sommets.

Cette réunion a également permis aux participants d'en savoir plus sur le processus des Sommets des Amériques et des forums de parties prenantes grâce au panel intitulé « Approches multipartites dans le processus du Sommet des Amériques », auquel des représentants des trois forums officiels du 9^e Sommet des Amériques ont participé : le Forum de la société civile, le Forum des jeunes des Amériques et le Sommet des PDG des Amériques. Les intervenants ont présenté leurs attentes et leurs priorités concernant le prochain Sommet.

De plus, la publication [Contributions à la mise en œuvre de l'Engagement de Lima](#) été présentée. Cette publication résume le travail de ParlAmericas pour avancer dans la mise en œuvre de l'[Engagement de Lima : la gouvernance démocratique face à la corruption](#), adopté lors du 8e Sommet des Amériques, à Lima, au Pérou.



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

« Le sujet de la participation du pouvoir législatif dans les affaires internationales est de plus en plus pertinent, non seulement en vertu de la collaboration et de la coordination nécessaires entre les pouvoirs publics pour assurer la réalisation des objectifs et des engagements de l'État, mais aussi en reconnaissance d'un contexte politique, social et économique complexe qui exige une coopération internationale du plus haut niveau. »



[PROGRAMME](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[VIDÉO](#)



#ParlAmericas #SummitAmericas

THÈMES : gouvernance démocratique, santé et résilience, avenir durable, transition énergétique, et transformation numérique

DATES : 6 et 7 juin 2022

LIEU : Los Angeles, Californie, États-Unis d'Amérique

PARTICIPANT(E)S : 46 parlementaires provenant de 22 pays des Amériques et des Caraïbes

HÔTES : House Democratic Partnership (HDP) de la Chambre des représentants des États-Unis, Institut national démocratique (NDI), Institut républicain international (IRI)



Cette activité est alignée sur les ODD n° 3, 5, 7, 13 et 16.



Rencontre parlementaire dans le cadre du 9^e Sommet des Amériques

Réalisée en collaboration avec le House Democratic Partnership de la Chambre des représentants des États-Unis, l'Institut national démocratique et l'Institut républicain international, cette rencontre parlementaire a rassemblé des législatrices et des législateurs des Amériques et des Caraïbes à Los Angeles, en Californie, à l'occasion du 9^e Sommet des Amériques.

Panels thématiques

Durant cet événement, les participants ont pu échanger avec des collègues de l'hémisphère autour d'expériences et de bonnes pratiques législatives lors de panels thématiques qui ont abordé les cinq axes du Sommet : gouvernance démocratique, avenir vert, transition énergétique, santé et résilience, et transformation numérique. Voici un résumé de quelques-unes des principales conclusions de chacun de ces panels.

Panel « Renforcer la résilience démocratique pour combattre la corruption »

- La corruption, phénomène complexe et multidimensionnel, est l'un des plus graves problèmes persistant dans l'hémisphère. En effet, elle empêche le meilleur investissement des fonds publics, augmente l'inégalité économique et sociale, affaiblit la confiance envers les institutions, et entraîne un mécontentement social et une polarisation politique.
- Un agenda anticorruption solide doit prévoir le renforcement de pratiques pour l'intégrité publique, la transparence et la responsabilité, en mettant un accent particulier sur les mécanismes pour la participation significative d'organisations de la société civile dans ces domaines. Les parlementaires et le personnel parlementaire peuvent apporter leur contribution importante en adoptant ou adaptant des lois, des politiques et des codes d'éthique et de conduite.

Panel « Application des principes démocratiques pour améliorer les engagements en matière d'énergie verte »

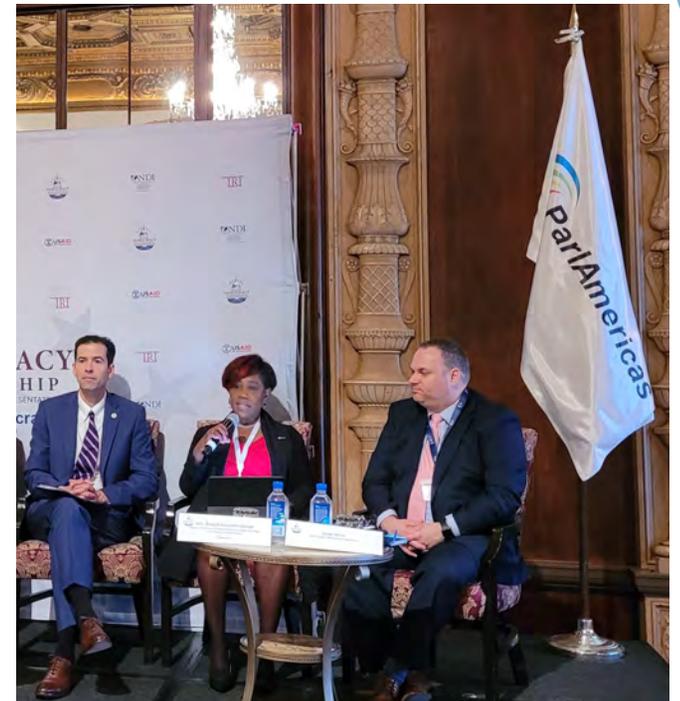
- Avancer en matière d'énergie verte implique, entre autres mesures, la réduction progressive des combustibles fossiles et des investissements accrus dans les énergies renouvelables, dans le cadre d'initiatives plus larges pour renforcer l'ambition de l'action climatique inclusive et redoubler d'efforts afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les implications socioéconomiques de ces décisions sont considérables dans plusieurs pays de l'hémisphère, ce qui requiert d'établir les conditions pour une transition énergétique juste, démocratique et inclusive.
- Comme il est reconnu que les effets du changement climatique ont touché les communautés et systèmes les plus vulnérables de façon disproportionnée, il est fondamental d'intégrer des approches de genre et intersectionnelles de manière transversale dans l'élaboration, la révision et la mise en œuvre de politiques, des lois et des programmes en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

Panel « Tendances en matière de transformation numérique pour favoriser la transparence et lutter contre la désinformation »

- L'un des principaux défis est de construire des États toujours plus ouverts et des sociétés et gouvernements toujours plus démocratiques. Cela implique d'opérer un changement culturel dans la gouvernance publique sur des questions comme l'accès à l'information publique, la responsabilité et la participation citoyenne en tant qu'axes transversaux de la gestion publique.
- Il est important d'encourager la collaboration hémisphérique, en particulier entre les pouvoirs législatifs de la région, pour promouvoir les principes de transparence et de diffusion proactive des informations institutionnelles, et pour élaborer des réponses coordonnées à l'aide des dernières avancées en matière de cybersécurité et de protection des données.

Panel « Création de consensus pour soutenir l'engagement démocratique inclusif »

- La construction du consensus démocratique dans la région impliquera le renforcement de la gouvernance internationale, le multilatéralisme et le travail coordonné entre pays de l'hémisphère autour de thèmes comme la défense de la démocratie, la promotion des droits de la personne et de l'égalité des genres, et la lutte contre le changement climatique.
- Il est nécessaire de consolider et d'actualiser les mécanismes de participation citoyenne pour que l'implication du peuple dans les affaires publiques, en particulier des groupes historiquement marginalisés, soit significative et effective, et qu'elle garantisse que les personnes puissent exercer leurs droits dans le cadre de démocraties inclusives et participatives. Cela implique de poursuivre des transformations institutionnelles et culturelles pour obtenir une administration publique agile, flexible, efficace et transparente.



Panel « Résilience démocratique pendant les crises des systèmes de santé »

- La crise de santé publique causée par la pandémie de COVID-19 a mis en évidence le besoin urgent de renforcer les systèmes de santé dans l'hémisphère. En ce sens, il est fondamental que les pays élargissent l'accès équitable à des services de santé intégrés et de qualité axés sur les personnes et les communautés, investissent davantage dans des modèles de santé préventive et améliorent les soins primaires, avec l'objectif de l'accès universel aux soins de santé.
- Il est important de renforcer la coopération entre les pays de l'hémisphère en matière de santé publique pour réduire les écarts en ce qui concerne les capacités de base, faciliter l'accès aux produits liés au secteur de la santé, et promouvoir la coordination entre les systèmes nationaux de surveillance épidémiologique.

Panel « Autonomiser et améliorer l'inclusion des femmes dans le parlement »

- Il reste impératif dans la région de renforcer les niveaux de participation de femmes candidates aux processus électoraux dans des conditions égales à celles des hommes. Cela implique, entre autres mesures, de promouvoir le leadership de jeunes femmes au sein des partis politiques, d'éviter de mettre les candidates en dernière position sur les listes électorales des partis et de créer des mécanismes de protection face à la violence politique sexiste.
- De plus, voici certaines mesures concrètes devant être prises par les parlements en matière d'égalité des genres : créer des garderies au sein du parlement, élaborer des codes de conduite sur la violence au travail et le harcèlement sexuel, promouvoir la sororité entre législatrices, adapter les horaires des séances et des commissions parlementaires de sorte à prendre en compte les obligations de soin des législateurs et des législatrices, et encourager une culture dans laquelle les hommes parlementaires promeuvent de manière proactive les efforts pour l'égalité des genres.

Conversation avec le secrétaire général de l'OEA

Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États américains, a participé à une conversation modérée par l'honorable **Christopher Dodd**, ancien sénateur américain et conseiller spécial pour le 9^e Sommet des Amériques. Ce dialogue a permis d'aborder des sujets comme l'importance des thèmes du 9^e Sommet des Amériques, les principaux défis en matière de gouvernance démocratique dans l'hémisphère, le rôle des parlements dans les espaces multilatéraux du système interaméricain et autres questions d'importance régionale.

[PROGRAMME](#)[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



YEAR IN HIGHLIGHTS 2022



L'honorable **Brigid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants de la République de Trinité-et-Tobago et vice-présidente de ParlAmericas

« Lors de nos délibérations ces prochains jours, je vous invite à nous concentrer particulièrement sur les préoccupations des femmes et de toutes les autres personnes ne bénéficiant pas d'un accès égalitaire au pouvoir. Leurs points de vue sont souvent mis de côté dans la prise de décisions politiques. En tant que parlementaires, il est de notre devoir de les représenter et de garantir leurs droits; il est évident que nos pays ne peuvent pas se permettre le luxe de diminuer leur capacité d'action et leurs talents. »



L'honorable **Carolyn Trench-Sandiford** (Belize), présidente du Sénat

« Les groupes les plus touchés par la pénurie de ressources causée par le changement climatique et la dégradation environnementale sont ceux-là même qui sont habituellement exclus de la prise de décisions politiques : les personnes vivant dans la pauvreté, les femmes rurales, les minorités, les peuples autochtones et les jeunes. Il est essentiel de garantir le respect des principes de la gouvernance climatique en misant sur l'inclusion équitable de toutes et tous dans les processus politiques, et que les décideurs écoutent ce qu'ils ont à dire. »



Luis Almagro, secrétaire général, OEA

« La nature du travail parlementaire est essentiellement démocratique et délibérative. En ce sens, il doit y avoir un forum comme ParlAmericas pour réunir des parlementaires de différentes idéologies et tendances politiques et leur permettre de dialoguer et de trouver des solutions concertées à des problèmes communs. »



Sénatrice **Natalie Campbell-Rodriques** (Jamaïque)

« Pour véritablement habiliter les femmes et améliorer leur inclusion au sein du parlement, nous devons nous poser des questions pertinentes : Adoptons-nous une perspective de genre dans notre façon de légiférer? Les règlements du parlement reflètent-ils les besoins des femmes? Adoptons-nous une approche de genre dans notre façon d'élaborer les budgets? Savons-nous analyser les budgets avec une approche de genre? »



Sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique)

« Certaines populations subissent les risques associés au changement climatique de façon différenciée à cause d'inégalités sociales, économiques, culturelles, ethniques et de genre qui sont malheureusement ancrées dans nos sociétés. Les politiques climatiques doivent traiter ce lien complexe entre inégalités et discriminations sociales qui agissent à différents niveaux. »



Honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada)

« La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a prôné la réduction des subventions au secteur pétrolier et gazier pour les affecter plutôt aux énergies renouvelables. Cette transition doit être ordonnée et coordonnée : nous ne pouvons pas nous permettre une transition chaotique qui produirait d'importants effets indésirables d'ordre social et économique. »



Sénateur **Javier Macaya** (Chili)

« Le prestige de la démocratie en tant que moyen de canaliser les ambitions d'une société et de ses politiques comme moyen de résoudre les différences, semble diminuer à mesure qu'augmente la quantité d'informations, et que la relation des représentants avec leur population est également devenue plus horizontale. Je crois qu'il s'agit du grand défi que nous devons relever : rendre cette relation plus synergique. »

Engagement en faveur de la participation parlementaire au processus des Sommets des Amériques

Lors du 9^e Sommet des Amériques, les chefs d'État et de gouvernement des Amériques et des Caraïbes ont adopté un mandat dans le cadre du [Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique](#) pour promouvoir la participation parlementaire, via ParlAmericas, comme partie intégrale au processus des Sommets des Amériques.

En réponse à ce mandat renforcé par la participation de ParlAmericas aux futurs Sommets des Amériques, le Conseil d'administration de ParlAmericas, composé de parlementaires des Amériques et des Caraïbes nommés par leur législature nationale, a adopté l'[Engagement en faveur de la participation parlementaire au processus des Sommets des Amériques](#). Ce dernier réaffirme la détermination de ParlAmericas à promouvoir la participation significative des parlementaires de l'hémisphère aux processus des Sommets des Amériques.

Événements parallèles dans le cadre du 9^e Sommet des Amériques

Des membres de la délégation parlementaire de ParlAmericas ont été invités à participer à certains des événements parallèles organisés durant le 9^e Sommet des Amériques.

4e Forum des jeunes des Amériques Organisé par le Young American Business Trust. Ce forum a permis aux représentants de la jeunesse de présenter des recommandations au Sommet basées sur les [5 C](#) du développement des jeunes : (1) changement climatique, (2) COVID-19, (3) collaboration avec la jeunesse, (4) combattre la corruption, et (5) connectivité et transformation numérique.

Panel « Institutionnalité démocratique et progression des autoritarismes dans la région » Organisé par le Réseau latinoaméricain et caribéen pour la démocratie (REDLAD, de son sigle espagnol) et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Les présentations et sessions de dialogue ont permis d'analyser l'inquiétant recul démocratique observé dans certains pays de la région et l'importance du pouvoir législatif dans la défense et la promotion de l'équité, des droits et de la dignité humaine. Le député **Vlado Mirosevic** (Chili) y a représenté ParlAmericas.

Corruption et gouvernance, présentation des résultats de l'Observatoire citoyen de la corruption Organisé par le Réseau latinoaméricain et caribéen pour la démocratie (REDLAD, de son sigle espagnol), Creer en Plural (« Croire au pluriel »), le Forum citoyen des Amériques et l'Observatoire citoyen de la corruption. Durant cet événement, les participants ont discuté de l'état de la corruption dans l'hémisphère et ses effets sur les droits de la personne. Ils ont également assisté à la présentation d'un rapport de l'Observatoire citoyen de la corruption sur la progression de la mise en œuvre de l'Engagement de Lima. La membre de l'Assemblée nationale **Wilma Andrade** (Équateur) y a représenté ParlAmericas.

Panel de haut niveau « Le leadership des femmes : promouvoir l'égalité des genres et la démocratie dans les Amériques » Organisé par le Gouvernement du Canada, le Secrétariat des Sommets, la Commission interaméricaine des femmes et le Groupe de travail interaméricain sur le leadership des femmes dont ParlAmericas est membre. Cet événement a abordé les avancées et les obstacles en matière de participation pleine et effective des femmes à la vie publique. La directrice générale de ParlAmericas **Alisha Todd** y a représenté l'organisation.





MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES



Chères et chers collègues,

Pour débiter ce rappel succinct, je souhaite souligner notre participation dans des forums hémisphériques de haut niveau dédiés à des questions sur le genre, un engagement que le Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de

ParlAmericas (RPEG) assume en reconnaissance de la nécessité de présenter des perspectives parlementaires dans notre espace hémisphérique.

Il convient de souligner notre participation à la 63e session de la Commission de la condition de la femme, alors que le RPEG a organisé un événement parallèle auquel j'ai eu le plaisir de participer. Cet événement a été l'occasion d'explorer des stratégies permettant aux jeunes d'Amérique latine de promouvoir une action féministe pour le climat au sein des parlements.

En juillet, dans le cadre de la 52e Assemblée générale de l'OEA qui a eu lieu à Lima, nous avons organisé, avec le Congrès de la République du Pérou, un dialogue de haut niveau avec des membres actuels et anciens du Congrès péruvien et des représentants d'organisations internationales, pour explorer des stratégies visant à renforcer la participation politique des femmes dans l'hémisphère.

Avec la promotion du leadership politique des jeunes femmes des Amériques et des Caraïbes, ce thème a été l'une de nos priorités et le fil conducteur de notre travail au cours de l'année.

Je souhaite également mentionner le programme Jeunes femmes dans le leadership, une initiative que ParlAmericas et l'Institut caribéen pour le leadership des femmes ont mis en place en collaboration avec des parlements de la région.

Ce programme appuie de jeunes femmes dans leur formation au leadership politique, en proposant des formations avec des approches basées sur la sororité et un leadership transformationnel reconnaissant leurs capacités et leurs talents.

Cette année, le programme a rassemblé plus de 35 femmes leaders de Sainte-Lucie. La prochaine édition de ce programme se déroulera en Jamaïque.

C'est dans cette même optique que nous avons développé le programme Impact législatif de la jeunesse au Honduras. Cette initiative, appuyée par le Congrès national du Honduras et des organisations nationales de femmes, a rassemblé plus de 50 jeunes Honduriennes qui ont été formées au leadership politique.

Ces programmes révèlent une décision institutionnelle de longue haleine qui démontre l'engagement de ParlAmericas en faveur de la capacité politique d'agir des femmes dans l'hémisphère.

Je souhaite également souligner notre accompagnement technique dans la création de groupes multipartites de femmes dans les parlements du Belize, de la Jamaïque, des Bahamas et de Trinité-et-Tobago.

Enfin, l'année s'est achevée avec la 14e Rencontre du RPEG, organisée à Bogotá avec l'appui du Congrès de la Colombie.

Durant cet événement, intitulé « Perspectives législatives de croissance économique inclusive : investir dans l'économie des soins », des parlementaires et des spécialistes de plus de 20 pays des Amériques et des Caraïbes ont échangé expériences et meilleures pratiques pour l'action législative en matière de travail des soins de santé et d'économie.

Pour la prochaine année, nous espérons poursuivre ce chemin pour les droits des femmes et des filles de l'hémisphère.

Cordialement,

Verónica Noemí Camino Farjat

Sénatrice, Mexique

Présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @VERONICACAMINO



#ParlAmericasGEN #CSW66Caribbean

 **THÈME :** CSW, autonomisation des femmes, action climatique sensible au genre, gestion des risques de catastrophe

 **DATE :** 3 février 2022

 **LIEU :** En ligne

 **PARTICIPANTS :** Plus de 110 parlementaires, ministres et représentant.e.s d'organisations multilatérales, de la société civile et d'organismes nationaux pour l'égalité des genres de 21 pays et de 2 territoires

 **PARTENAIRES ORGANISATEURS :** Secrétariat de la CARICOM, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes



Cette activité est cohérente avec les ODD 5 et 17.



Réunion préparatoire pour les Caraïbes en amont de la CSW66

Cette réunion de sensibilisation a rassemblé des ministres chargés des questions de genre, des parlementaires, des responsables d'organismes nationaux pour l'égalité des genres et des représentant.e.s d'organisations multilatérales, de la société civile et du monde universitaire pour préparer la 66e session de la Commission sur la condition de la femme (CSW66), qui aura lieu du 14 au 25 mars 2022 au siège de l'ONU à New York. Ce dialogue visait à identifier les priorités et les besoins de la région des Caraïbes pour atteindre l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans le contexte de sa vulnérabilité face au climat et aux catastrophes.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue de :

- Dre **Hilary Brown**, gestionnaire de programme, Culture et développement communautaire, Secrétariat de la CARICOM
- Mme **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes

Présentation technique « Cadrer la négociation de la CSW66 » :

- Mme **Rahel Steinbach**, spécialiste du programme Réduction des risques de catastrophe et résilience, ONU Femmes
- Mme **Carla Kraft**, spécialiste des politiques - Développement durable, ONU Femmes
- Mme **Branwen Millar**, conseillère en genre, UNDRR

Intervenante principale :

- Dre **Asha Kambon**, experte en gestion des risques de catastrophe et en égalité des genres

Panel « **Stratégies pour renforcer la capacité d'adaptation pour une gestion des risques de catastrophe inclusive et sensible au genre dans les PEID des Caraïbes** »

Intervenants :

- Hon. **Carolyn Trench-Saniford** (Belize), présidente du Sénat et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- Mme **Elizabeth Riley**, directrice exécutive, Agence de gestion des urgences et des catastrophes des Caraïbes
- Mme **Joanna Edghill**, cofondatrice et directrice, Megapower Limited
- Mme **Sarah Bailey**, chef de programme, Programme alimentaire mondial de l'ONU, Bureau multipays pour les Caraïbes

Modératrice :

- Mme **Isiuwa Iyahan**, spécialiste de programme - Statistiques et autonomisation économique, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes

La session a permis des discussions qui ont contribué à un discours et à des revendications sous-régionales communes. Elle a également alimenté l'élaboration de la déclaration de la CARICOM en amont de la CSW66, dont le thème de cette année est « Atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles dans le contexte des politiques et des programmes de réduction des risques climatiques, environnementaux et de catastrophes ». Les participant.e.s ont ensuite été invité.e.s à réfléchir à des stratégies pour amplifier le leadership et les expériences des femmes caribéennes dans les espaces de négociation internationaux sur ces questions.

Les présentations et les panels de la réunion ont apporté des bases techniques sur le déroulement de la CSW et sur les liens entre les changements climatiques et la résilience aux risques de catastrophe et l'égalité des genres. De plus, un débat rigoureux a eu lieu sur les pratiques et les politiques visant à renforcer la capacité d'adaptation pour une gestion des risques de catastrophe inclusive et sensible au genre dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes.



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[DÉCLARATION](#)



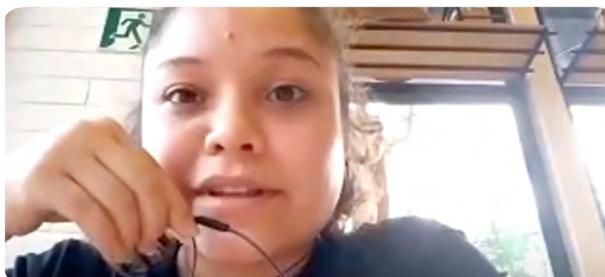
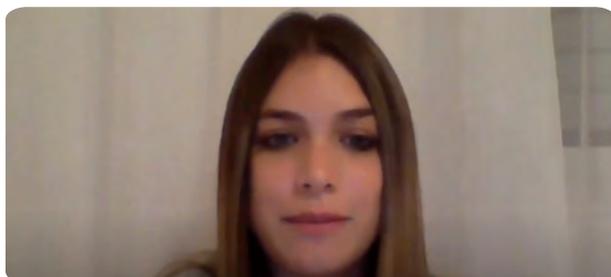
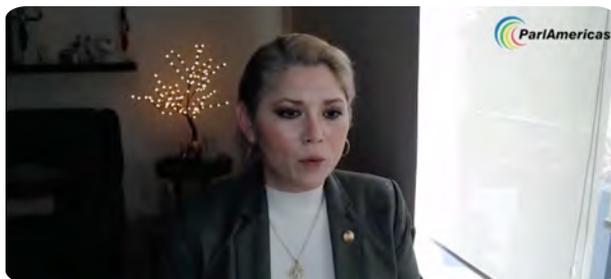
PRINCIPALES CONCLUSIONS

Voici quelques-uns des domaines prioritaires figurant dans la Déclaration de la CARICOM alimentée par cette réunion :

- Réduire les déséquilibres de genre tout en promouvant des changements de politiques avisés pour encourager la réduction et la gestion des risques de catastrophe et climatiques, ce qui favorisera également la croissance socioéconomique globale;
- Promouvoir des mesures de gestion des risques de catastrophe et climatiques qui soient sensibles au genre tout en considérant la violence envers les femmes et les enfants comme un obstacle de taille qui viole, empêche ou annule le plein exercice de leurs droits humains, en particulier durant les catastrophes;
- Promouvoir des opportunités éducatives et professionnelles pour les filles et les femmes dans les domaines techniques et dans les postes de direction, reconnaissant que les femmes doivent être des actrices centrales dans la prise de décision dans les comités et les agences de l'eau locaux, nationaux et régionaux;
- Renforcer la capacité des bureaux des statistiques, d'autres institutions gouvernementales, des ONG et d'organisations de femmes concernées, à collecter, analyser et diffuser des données régionales comparables et ventilées par tranche de revenus, sexe, âge, race, ethnie, statut migratoire, handicap et autres caractéristiques pertinentes dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de politiques visant à améliorer la participation pleine et effective des femmes dans les espaces de prise de décision;
- Inclure les femmes et les filles d'origine rurale, autochtone et tribale dans la prise de décisions concernant l'action climatique et la gestion des risques de catastrophe, en leur offrant des opportunités en termes de gestion climatique, de contrôle et de recherche aux niveaux communautaire et national;
- Prévoir des ressources pour promouvoir une protection sociale sensible au genre durant les situations d'urgence, comme des établissements et des services de santé, des systèmes de soins complets soutenant l'accès universel à la garde d'enfants ainsi que la mise en place de transferts de fonds aux femmes vivant en milieu rural et à leur communauté.

Voici des ressources clés sur les thèmes du leadership des femmes ainsi que sur la gestion des risques de catastrophe et des changements climatiques sensible au genre dans la région:

- [Renforcement de la résilience sensible au genre dans les Caraïbes : comprendre le rôle des connaissances, des attitudes, des comportements et des pratiques dans les mécanismes de coordination sur la réduction des risques de catastrophe et les changements climatiques](#) (ONU Femmes & IISD, 2021) - (en anglais)
- [Préparation aux catastrophes et reprise sensibles au genre dans les Caraïbes : étude documentaire](#) (Banque mondiale & GFDRR, 2021) - (en anglais)
- [Précis sur la planification des crises et des catastrophes sensible au genre dans les Caraïbes](#) (ParlAmericas, 2021) - (en anglais)
- [Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques](#) (ParlAmericas, 2019)



36

#ParlAmericasGEN #CSW66

THÈME : Participation citoyenne, autonomisation et plaidoyer des jeunes, égalité des genres, action pour le climat

DATE : 22 mars 2022

LIEU : En ligne

PARTICIPANTS : Plus de 60 représentants de la société civile et de la jeunesse, parlementaires et personnels parlementaires de 15 pays

HÔTE : Forum des ONG CSW66



Cette activité s'aligne avec les ODD 4, 5, 10, 13 et 17.



Plaidoyer des jeunes pour l'action climatique avec une approche de genre dans les parlements

Cette session interactive s'est déroulée dans le cadre du Forum des ONG CSW66 et visait à explorer les stratégies et les méthodes que les jeunes activistes peuvent utiliser pour promouvoir une action pour le climat féministe dans les espaces décisionnels législatifs. Elle a rassemblé des parties prenantes de toute l'Amérique latine œuvrant à des objectifs de plaidoyer communs au sein du parlement et en dehors.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture et introduction de :

- Sénatrice **Verónica Camino** (Mexique), présidente du Réseau parlementaire sur l'égalité des genres de ParlAmericas

Table ronde « **Perspectives, expériences et recommandations pour promouvoir des agendas climatiques féministes et ambitieux** »

Modératrice :

- Mme **Andrea Chacón** (Costa Rica), conseillère de la membre de l'Assemblée législative Paola Vega

Intervenants :

- Sénatrice **Verónica Camino** (Mexique), présidente du Réseau parlementaire sur l'égalité des genres de ParlAmericas
- Mme **Martina Gómez** (Argentine), La Jeunesse pour le climat
- Mme **Marinés Tapiero**, activiste et participante au programme « Impact législatif des jeunes » (Panama)

Discours de clôture de :

- Mme **Michelle Volpin**, gestionnaire de projet - Changement climatique et durabilité, Secrétariat international de ParlAmericas

Voici quelques références et ressources échangées à cette occasion :

- [Recommandations de la jeunesse mondiale à la CSW66 : Jeunesse, genre et climat](#)
- [Motion pour déclarer l'urgence climatique](#) (Argentine)
- [Projet de loi citoyen sur l'écotourisme inclusif et durable](#) (Panama)

Elle a débuté avec un discours d'introduction rappelant les fonctions de la branche législative de l'État et différents mécanismes parlementaires pouvant faciliter la participation active des jeunes et d'autres points de vue de la société civile dans ces processus. Ces mécanismes peuvent être liés à l'élaboration de projets de loi ou de réformes, au contrôle des dépenses du gouvernement ou au respect des obligations internationales en vertu de conventions telles que la CEDEF et l'Accord de Paris, entre autres cadres importants.

Une conversation en table ronde a ensuite permis d'explorer plus en profondeur différentes techniques et opportunités pour que les jeunes activistes utilisent les espaces politiques afin d'exiger une action pour le climat sensible au genre dans leur pays. Les intervenants ont fait part de leurs apprentissages et de leurs réflexions sur l'importance de la collaboration entre les acteurs parlementaires et les communautés locales. Ils ont plus particulièrement souligné des suggestions pour relayer les principaux messages aux décideurs et pour communiquer de façon adaptée aux considérations nécessaires dans l'environnement politique local.



[HORAIRE COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[ENREGISTREMENT VIDEO](#)



[ÉPISODE DE PODCAST](#)

Conclusions concertées de la CSW66

Au moment de cet événement, la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme avait publié la version préliminaire des conclusions pour la CSW66. Ces conclusions mettaient en avant le rôle des parlementaires dans la réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles dans le contexte du changement climatique, et dans la mise en œuvre effective des politiques et programmes sur l'environnement et la réduction des risques de catastrophe (point n° 7).

« La Commission reconnaît la nécessité d'adopter une approche englobant tous les gouvernements et basée sur la coordination et le renforcement des capacités des parlementaires, des organismes nationaux pour l'égalité des genres, des maires, de leurs municipalités et des institutions chargées de la lutte contre le changement climatique, de l'environnement, de la réduction des risques de catastrophe et de leur financement, afin de permettre des politiques et des programmes sensibles au genre sur ces sujets. »



SUGGESTIONS PRINCIPALES PROPOSÉES LORS DU DIALOGUE EN TABLE RONDE

- Garantir la clarté de sa vision et dans ses communications avec les décideurs sur ses demandes; les étayer de connaissances et recherches personnelles;
- Au moment de répartir des responsabilités individuelles dans un groupe, faire attention à confier des rôles tirant profit des talents uniques et des bagages scolaires et professionnels de chacune et de chacun afin d'optimiser l'impact;
- Occuper différents espaces publics pour faire part de ses messages, données et points de vue, des réseaux sociaux à la rue, en passant par les couloirs du parlement;
- Au moment de chercher à obtenir un soutien à sa cause auprès de parties prenantes critiques, s'assurer que la totalité des avantages probables d'une solution donnée soient tout aussi bien expliqués que le problème; par exemple, les résultats de développement tangibles qui découleront du renforcement de l'emprise ou des protections environnementales des femmes



#ParlAmericasGEN #CSW66Caribbean

 **THÈME:** Autonomisation des femmes, caucus de femmes, leadership féminin, participation politique des femmes

 **DATE:** 30 mai 2022

 **LIEU:** En ligne

 **PARTICIPANTS:** Plus de 35 parlementaires et personnels parlementaires de 12 pays

 **ORGANISATEURS PARTENAIRES:** Association parlementaire du Commonwealth, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 10, 16 et 17.



Échange sous-régional sur la création de caucus de femmes parlementaires

Reconnaissant l'importance et le pouvoir des caucus de femmes parlementaires dans la réalisation de l'égalité des genres, cet échange sous-régional a été organisé pour soutenir les parlements des

Caraïbes actuellement en train de créer un caucus de femmes parlementaires ou envisageant de le faire. Des représentantes de caucus de femmes existants ont parlé aux participants des processus et des bonnes pratiques à suivre pour garantir le succès de la création d'un caucus ainsi que son fonctionnement efficace et durable.



MOMENTS FORTS DU PROGRAMME

Discours de bienvenue de :

- L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas
- **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes

Panel : Expériences de création et de maintien de caucus de femmes

- L'honorable **Alincia Williams Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat et représentante du Réseau de femmes parlementaires d'Antigua-et-Barbuda
- L'honorable **Maria Miller** (Royaume-Uni), membre du Parlement et représentante du Groupe parlementaire multipartite du Parlement du Royaume-Uni sur les femmes au parlement
- L'honorable **Justine Mukobwa** (Rwanda), membre de la Chambre des députés et Secrétaire générale du Forum parlementaire de femmes du Rwanda

Modératrice :

- **Lisane Thirsk**, directrice adjointe - Égalité des genres et communications, ParlAmericas

Réponses d'organisations régionales et opportunités d'appui :

- **James Pinell**, directeur adjoint des programmes - Engagements multilatéraux, APC
- **Eilish Elliott**, gestionnaire de projet – Égalité des genres, ParlAmericas
- **Isiwa Iyahen**, représentante adjointe, ONU Femmes Caraïbes

Discours de clôture :

- L'honorable **Valerie Woods** (Belize), présidente de la Chambre des représentants et membre du Comité de direction des femmes parlementaires du Commonwealth pour l'APC Caraïbes, les Amériques et la région atlantique.

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA SESSION:

- Dans le monde entier, les femmes sont fortement sous-représentées dans les parlements. Les caucus de femmes parlementaires sont des espaces importants permettant aux femmes parlementaires de se rencontrer pour discuter, promouvoir ou faire avancer des questions en lien avec les droits des femmes et l'égalité des genres.
- Il n'existe pas de méthode unique pour créer un caucus de femmes parlementaires, et l'efficacité d'un caucus est liée au consensus entre ses membres concernant sa structure organisationnelle et ses objectifs.
- Les caucus nécessitent du réseautage, des ressources, de la sensibilisation, de la formation, et une union avec des hommes parlementaires pour créer le changement. L'assistance administrative du personnel parlementaire ou autres acteurs est également très précieuse.
- Dans les caucus de femmes parlementaires, le multipartisme peut être facilité par la poursuite d'objectifs que les membres considèrent comme des intérêts communs, favorisant ainsi la responsabilité collective.



[ORDRE DU JOUR
COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE
PRESSE](#)



[KIT D'OUTILS](#)



[ENREGISTREMENT](#)



Éléments du programme YWiLSLU

- Une série de sessions de formation de base sur les thèmes centraux du programme
- Un atelier pour renforcer la compréhension des participantes, ainsi que leurs compétences et leur capacité à exercer différentes formes de leadership à travers un partage de bonnes pratiques avec d'autres femmes leaders
- Des simulations de débats parlementaires au sein de l'Assemblée et du Sénat

#YWiLSLU



Jeunes femmes dans le leadership Sainte-Lucie

En mai et juin 2022, 35 jeunes femmes leaders de toute la Sainte-Lucie ont participé à Jeunes femmes dans le leadership – Sainte-Lucie (YWiLSLU, de son sigle anglais), un programme de formation approfondie sur le leadership transformateur, la prise de décisions inclusive et les procédures parlementaires, programme organisé par [ParlAmericas](#), le Secrétariat régional et la section de la Sainte-Lucie de l'[Institut caribéen pour le leadership des femmes](#) (CIWiL), et le Parlement de Sainte-Lucie.

YWiLSLU est la troisième d'une série d'initiatives mises en place au niveau national dans les Caraïbes dans le cadre d'un [projet conjoint de ParlAmericas et du CIWiL](#), financé par le Gouvernement du Canada et concentré sur le renforcement du leadership politique des femmes. Élément-phare du projet, le programme YWiL est conçu pour aider ces leaders à acquérir les connaissances, les compétences et les réseaux nécessaires pour leur travail en tant qu'actrices du changement aujourd'hui et demain. Le premier YWiL a eu lieu à [Trinité-et-Tobago](#) en février-mars 2020, et le second à [Antigua-et-Barbuda](#) en octobre-novembre 2020, en partenariat avec les législatures nationales respectives. Un YWiL supplémentaire a été organisé à [Trinité-et-Tobago en novembre 2021](#) par la section de Trinité-et-Tobago du CIWiL.

SESSION DU YWiL

Le 27 juin, des débats ont eu lieu à l'Assemblée comme au Sénat de Sainte-Lucie dans le cadre d'une session parlementaire du YWiL. Il s'agissait de la première session tenue exclusivement par des femmes dans toute l'histoire du pays. Les participantes au YWiL ont participé en tant que parlementaires et fonctionnaires du parlement dans les deux chambres, lors de débats sur une motion présentée par le ministre des Finances, du Développement économique et de l'Économie des jeunes, en lien avec les femmes et l'évolution de l'économie.

La motion fictive proposait l'élaboration d'un plan d'action donnant la priorité à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, dans le but de promouvoir le développement économique et l'adaptation à l'économie en évolution, en mettant l'accent sur ces trois principaux domaines :

- *Créer un environnement propice* à l'autonomisation économique des femmes, par exemple en visant des mesures pour promouvoir l'équilibre dans le travail des soins et investir dans les infrastructures pour favoriser la croissance d'industries, de secteurs et de modes de travail nouveaux et émergents
- *Assurer l'éducation*, y compris la formation des femmes et des filles aux compétences nécessaires dans les secteurs émergents et à forte demande, ainsi que la mise en place de campagnes de sensibilisation publique remettant en question les stéréotypes de genre dans le monde du travail (par exemple, l'idée que seuls certains emplois spécifiques seraient adaptés aux femmes)
- *Renforcer l'appui direct* aux travailleuses en leur donnant accès aux ressources nécessaires et en encourageant les employeurs des secteurs à forte demande à recruter des femmes



Visionnez la [session à l'Assemblée](#) et la [session au Sénat](#) sur la chaîne YouTube du Gouvernement de Sainte-Lucie.



L'OCDE définit **l'autonomisation économique** comme le fait, « pour les femmes et les hommes, [de] disposer des moyens de participer au processus de croissance, d'y contribuer et d'en tirer profit d'une manière qui leur assure la reconnaissance de la valeur de leurs apports et le respect de leur dignité, ainsi que la possibilité de négocier une répartition plus équitable des bienfaits que procure la croissance. »

L'ONU Femmes identifie les avantages de l'autonomisation économique pour les femmes comme suit :

- « L'autonomisation économique des femmes est fondamentale pour les droits des femmes et l'égalité des genres.
- Autonomiser les femmes économiquement et réduire les inégalités de genre dans le monde du travail sont essentiels pour réaliser l'Agenda 2030 pour le développement durable.
- Plus il y a de femmes au travail, plus l'économie prospère.
- Augmenter le niveau d'instruction des femmes et des filles contribue à l'autonomisation économique des femmes et à une croissance plus inclusive.
- L'égalité économique des femmes est favorable à l'économie.

Sources :

[L'Autonomisation économique des femmes](#) (Document de réflexion de l'OCDE, 2011 page 6);

[L'autonomisation économique : quelques faits et chiffres](#) (ONU Femmes, 2018).



#ParlAmericasGEN

THÈME: égalité des genres, rôle des OSC, participation du public, transformation sociale

DATE: Vendredi 9 septembre 2022

LIEU: En ligne

PARTICIPANTES: 94 représentantes de la société civile de 16 pays et 2 territoires d'outre-mer

PARTENAIRES ORGANISATEURS: ParlAmericas, le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes et Fonds Égalité



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 16 et 17.



Participation effective aux processus parlementaires

Cette session de formation interactive a été la première organisée dans le cadre d'une série d'ateliers virtuels pour les organisations de femmes caribéennes sur la participation effective aux processus parlementaires. En reconnaissance du rôle central des organisations de femmes et de leur influence sur les changements politiques et législatifs, cet atelier a principalement visé à présenter les processus législatifs et parlementaires, les branches du gouvernement, leurs rôles et fonctions, les mécanismes officiels de participation du public au sein des parlements, ainsi que des stratégies efficaces pour communiquer avec des parlementaires. Elle a également été l'occasion de présenter le rapport "[What We Heard](#)" (en anglais) de ParlAmericas, qui détaille les principaux constats d'une enquête d'organisations de femmes des Caraïbes sur leur collaboration avec les parlements. Les résultats de cette enquête ont également été pris en compte dans l'élaboration de cet atelier et des autres ateliers de la série.



RESSOURCES CLÉS

Voici quelques ressources essentielles sur la participation citoyenne aux processus législatifs :

- [Feuille de route pour l'ouverture législative 2.0](#) (ParlAmericas)
- [Trousse d'outils :Participation citoyenne au processus législatif](#) (ParlAmericas)
- [Comment les lois sont faites](#) (Assemblée nationale du Belize)
- [Le processus et le plaidoyer législatifs](#) (Citoyens pour une politique juste)
- [Trousse d'outils pour le plaidoyer sur le genre](#) (Joanna Richards)
- [Y Advocacy? Trousse d'outils féministe intersectionnelle](#) (YMCA Australie)
- [Comment participer aux processus parlementaires : guide sur le plaidoyer](#) (Partenariat des femmes contre la violence en Australie)
- [Suivi législatif](#) (Portail de contrôle de la responsabilité de la Jamaïque)



[ORDRE DU JOUR
COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE
PRESSE](#)



MOMENTS FORTS DU PROGRAMME

Discours d'ouverture de :

- Mme **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multipays de l'ONU Femmes - Caraïbes
- Mme **Tamara Huggins**, directrice, Voix et leadership des femmes - Caraïbes, Fonds Égalité

Facilitatrice de la session et présentation "**Pourquoi collaborer avec les parlements?**":

Mme **Lisane Thirsk**, directrice adjointe, Égalité des genres et communications, Secrétariat international de ParlAmericas

Présentation "**Aperçu du processus législatif et voies de participation officielles**" :

- Mme **Chantal La Roche**, directrice principale des affaires juridiques, Parlement de Trinité-et-Tobago

Intervention principale :

- Membre du parlement **Marsha K. Caddle**, Barbade

Voici quelques-unes des principales clés d'apprentissage et recommandations issues de la session :

À propos de l'importance de la participation du public

- La participation citoyenne aux processus législatifs est essentielle car elle peut permettre une plus grande égalité dans les résultats des politiques, une cohésion sociale plus forte, une influence plus large sur l'agenda parlementaire, la prise en compte de considérations de genre et intersectionnelles dans les discussions législatives, ainsi qu'un parlement plus inclusif, responsable, transparent et représentatif.
- La promotion de l'égalité des genres est une lutte pour les droits de la personne qui nécessite une approche multisectorielle et multiniveaux.

À propos des possibilités de participation parlementaire

- Pour participer aux processus parlementaires, il est important de comprendre d'abord le cycle législatif afin d'opter pour la meilleure stratégie de participation. Cela peut varier dans la région des Caraïbes selon le système parlementaire et les procédures institutionnelles propres à chaque pays.
- Le parlement est la branche législative du gouvernement chargée d'élaborer des lois, tandis que la branche exécutive est chargée d'élaborer des politiques. Il est par conséquent fondamental de comprendre les rôles et les fonctions des différentes branches du gouvernement afin de définir le point d'entrée pour le plaidoyer, ainsi que la stratégie de participation la plus efficace.
- Voici quelques exemples de mécanismes de participation aux processus parlementaires : participer au système des comités parlementaires, assister aux sessions parlementaires, analyser le site web et les réseaux sociaux du parlement, envoyer des commentaires en tant que partie prenante, rencontrer un parlementaire pendant sa permanence en circonscription, et lancer des pétitions sur un sujet particulier.
- Il est aussi possible de communiquer avec des caucus de femmes, des parlementaires de l'opposition, du personnel du bureau de circonscription, des députés, et du personnel parlementaire, comme une ou un secrétaire de comité. Les marches et les manifestations sont également des méthodes populaires employées pour communiquer une certaine urgence ou attirer l'attention sur un sujet.

À propos du plaidoyer directement auprès des parlementaires et des décideurs politiques

- Les messages de plaidoyer doivent être appuyés sur des faits et des données.
- La stratégie idéale pour mobiliser une ou un parlementaire dépendra du changement souhaité. Cela influera également sur la branche où ce changement pourra avoir lieu. Dans certains cas, une demande pourra exiger un changement législatif, mais dans d'autres, plutôt que d'influencer le processus parlementaire, l'objectif sera de faire évoluer les pratiques en matière de politique, l'orientation politique ou le fonctionnement d'une institution ou d'un État.
- L'action commune et la responsabilité partagée peuvent constituer une stratégie constructive pour présenter une proposition de changement sur un sujet important. Pour faire preuve d'une responsabilité partagée, une organisation peut présenter sa demande au parlementaire et décrire les mesures prises par l'organisation et comment les ressources sont mobilisées. Le décideur pourra s'en servir pour présenter l'idée dans d'autres espaces.
- Les organisations doivent reconnaître les priorités et les idées concurrentes au sein du gouvernement dans leurs recherches. Cela aidera les parlementaires et les décideurs à traiter ces idées concurrentes de façon similaire dans leur travail.
- Il est utile de créer des alliances avec des décideurs pour pouvoir explorer ensemble des sujets et des solutions.
- Il est important de reconnaître que les décisions politiques seront également orientées par la base idéologique d'un parti politique. Par conséquent, discuter, faire part de ses recherches ou envoyer un courrier électronique au secrétaire général d'un parti politique peut être utile pour influencer l'élaboration de politiques.
- Les organisations peuvent organiser des événements de plaidoyer dans des espaces publics pour consulter un public plus large sur des sujets d'intérêt. Cette stratégie permet aux femmes et hommes politiques d'observer et d'entendre différents points de vue.
- Il est utile de présenter les avantages de la mesure ou de l'intervention souhaitée pour améliorer l'égalité des genres. Dans le processus de prise de décisions politiques ou nationales, adopter une approche inclusive peut sembler plus coûteux. Lorsque les coûts financiers et les conséquences négatives de l'absence d'une telle approche sont pris en compte, le coût de l'inaction dépasse celui de l'action.



Le programme ILJ Honduras s'est déroulé en trois étapes:

- Une série de sessions de formation virtuelles visant à fournir des outils et des connaissances sur les principaux thèmes du programme et à promouvoir l'interaction avec des spécialistes, des dirigeantes communautaires et des parlementaires du pays et de la région;
- Une rencontre en présentiel entre les jeunes dirigeantes honduriennes et des femmes politiques et parlementaires du pays et de la région, avec différentes activités de dialogue, d'échange d'expériences et de table ronde sur les défis et les opportunités de la participation politique des femmes pour atteindre l'égalité des genres;
- Un événement en présentiel au Congrès national du Honduras pour lire une déclaration collaborative rédigée par les jeunes participantes et présenter un outil élaboré en collaboration par ces dernières pour promouvoir l'approche intersectionnelle dans le travail législatif au Honduras.

Impact législatif des jeunes Honduras

Entre les mois d'octobre et de décembre 2022, 50 jeunes Honduriennes ont participé à la formation *Renforcer le leadership politique des jeunes Honduriennes*, dans le cadre d'Impact législatif des jeunes (ou « ILJ »), un programme de formation intensive sur l'égalité des genres, les droits politiques des femmes, le travail législatif, le leadership transformationnel, le plaidoyer politique et la prise de décisions inclusive, organisé par [ParlAmericas](#), le [Congrès national du Honduras](#) et le [Forum des femmes politiques du Honduras](#) (FMPPH, de son sigle espagnol).

ILJ Honduras a été la seconde édition d'une série d'initiatives organisées au niveau national dans les Amériques et les Caraïbes à travers des projets conjoints de ParlAmericas et les forums des femmes des partis politiques, financés par le Gouvernement du Canada et axés sur le renforcement du leadership politique des femmes. Le programme ILJ est conçu pour soutenir de jeunes dirigeantes dans le développement de connaissances, d'aptitudes et de réseaux nécessaires pour être des actrices du changement aujourd'hui et demain en Amérique latine. La première édition du programme ILJ a eu lieu au [Panama](#) entre les mois de juin et de septembre 2021, en collaboration avec le Forum national des femmes des partis politiques du Panama et l'Assemblée nationale du Panama.

RENCONTRE EN PRÉSENTIEL

Réunion des jeunes Honduriennes à Tegucigalpa avec des femmes politiques de la région

Le 8 décembre 2022, les jeunes dirigeantes honduriennes de différents départements du pays se sont rencontrées à Tegucigalpa pour dialoguer avec des femmes politiques et des parlementaires du pays et de la région. Cette réunion comportait plusieurs activités de dialogue, d'échange d'expériences et d'analyse de points de vue sur le leadership et le plaidoyer politique. Aussi, des tables rondes ont été organisées pour discuter de *l'Égalité des genres comme moteur de transformation de la politique en Amérique latine*, avec des participantes comme la sénatrice Verónica Camino Farjat (Mexique), présidente du RPEG, l'honorable députée Kayra Harding Bart (Panama), première vice-présidente de l'Assemblée nationale et vice-présidente du RPEG, les députées Silvia Ayala (Honduras) et Kathia Cribelli (Honduras), et l'experte Ana Pineda, au côté du FMPPH.



IMPACT LÉGISLATIF DES JEUNES, L'EXPÉRIENCE HONDURIENNE

Événement en présentiel au Congrès national du Honduras

Le 9 décembre 2022, le programme s'est achevé avec l'événement *ILJ : l'expérience hondurienne*. Le président du Congrès Luis Redondo (Honduras), a prononcé un discours de bienvenue, au côté de la sénatrice Verónica Camino Farjat (Mexique), présidente du RPEG, et de l'ingénieure Ivonne Pinto, membre du FMPPH. Lors de la conférence magistrale, l'honorable députée Kayra Harding Bart (Panama), première vice-présidente de l'Assemblée nationale et vice-présidente du RPEG, a fait part de son point de vue sur le leadership politique inclusif et le dialogue multipartite pour créer le consensus dans la sphère parlementaire. La députée Scherly Arriaga (Honduras), présidente de la Commission de l'égalité des genres du Congrès national, a également parlé de l'importance de prévenir, de sanctionner et d'éliminer la violence de genre et de promouvoir une plus grande participation des femmes aux processus électoraux et décisionnels.

Un panel intitulé *Les femmes dans la politique hondurienne : stratégies pour intégrer la dimension de genre dans différentes thématiques* et modéré par la sénatrice Verónica Camino Farjat (Mexique) a eu lieu pendant cet événement. Les députées Silvia Ayala (Honduras), présidente de la Commission des sports et de la prévoyance sociale du Congrès national, et Angélica Smith Mejía (Honduras), secrétaire du Conseil d'administration du Congrès, y ont fait part de leurs expériences, tout comme Delmy Ordoñez, membre du FMPPH.

Les participantes au programme ILJ ont lu leur [déclaration](#) intitulée *Une vision commune pour promouvoir la participation et le leadership des jeunes Honduriennes* et ont présenté au Congrès l'outil [élaboré de façon collaborative](#), le *Guide rapide pour promouvoir une approche intersectionnelle dans le travail législatif au Honduras*.

L'événement de clôture s'est achevé par la remise de diplômes aux jeunes Honduriennes ayant participé à la formation ILJ par des députées, des membres du Congrès national, de ParlAmericas et du FMPPH des femmes politiques du Honduras, et des représentantes de l'ambassade canadienne au Honduras.



[DÉCLARATION](#)



[ENREGISTREMENT](#)



[KIT D'OUTILS](#)





#ParlAmericasGEN

TITRE: Perspectives législatives pour une croissance économique inclusive : investir dans l'économie des soins

THÈMES: Égalité des genres, travail de soins, valorisation économique du travail de soins

DATE: 30 novembre et 1er décembre 2022

LIEU: Bogotá, Colombie

PARTICIPANTS: Plus de 85 parlementaires, fonctionnaires de parlement, spécialistes et représentants d'organisations de la société civile provenant de 18 pays des Amériques et des Caraïbes.

HÔTES: Congrès de la République de Colombie



Cette activité est alignée sur les ODD n° 1, 2, 3, 5, 8, 10, 11 et 17



14e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas

La 14e Rencontre du RPEG a permis d'explorer de bonnes pratiques législatives pour reconnaître, répartir et réguler le [travail de soins](#), en tenant compte du genre, de l'intersectionnalité, de l'interculturalité et des droits de la personne. Les parlementaires ont discuté des dimensions économiques des soins et de l'importance capitale des données dans l'action législative. Cet événement a été l'occasion de présenter la [Loi-type interaméricaine sur les soins](#) et l'initiative des [Manzanas de Cuidado](#) (Quartiers de soin) de la ville de Bogotá. Dans le cadre de cette rencontre, un [Protocole d'entente entre ParlAmericas et le Front parlementaire contre la faim](#) (FPF) a été signé. Afin que cette rencontre rende compte de l'importance de l'inclusivité dans le traitement de ces sujets, la méthode suivie au cours des différentes sessions a été enrichie par les contributions d'organisations de femmes et de spécialistes en la matière.



AGENDA HIGHLIGHTS

Discours de bienvenue:

- L'honorable représentant **David Racero** (Colombie), président de la Chambre des représentants
- L'honorable **Brigid Anisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas
- La sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique), présidente du RPEG
- L'honorable représentante **Jezmi Barraza** (Colombie), vice-présidente du RPEG pour l'Amérique du Sud
- L'honorable sénateur **Germán Blanco** (Colombie), membre du Conseil de ParlAmericas
- Mme **Gabriela Serrano**, directrice régionale des programmes, Institut républicain international (IRI)
- M. **Marcos Rodriguez Fazzone**, expert de la FAO en Colombie

Spécialistes:

- Son Excellence **Cecilia López Montaño**, ministre de l'Agriculture et du développement rural (Colombie)
- Mme **Ana Güezmes**, directrice du département des questions de genre, CEPAL
- Mme **Helen Royer**, directrice du développement humain, Secrétariat de la CARICOM
- Mme **Julieth Solano**, directrice technique de la Direction de la régulation, de la planification et de la normalisation statistique, Département administratif colombien des statistiques
- **Isiwa Iyahan**, représentante adjointe, Bureau multipays de l'ONU Femmes - Caraïbes
- **Alejandra Mora Mora**, secrétaire exécutive de la Commission interaméricaine des femmes (CIM)
- **Bibiana Aído**, représentante de l'ONU Femmes - Colombie
- **Natalia Moreno Salamanca**, directrice du **Système de soin, Secrétariat de la femme, Ville de Bogotá**

Dialogues modérés par:

- L'honorable représentant **Juan Carlos Losada** (Colombie)
- Le député **Christian Tapia** (Chili)
- La sénatrice Dre **Saphire Longmore** (Jamaïque), membre du Conseil de ParlAmericas

Lecture de la déclaration sur l'économie des soins

- L'honorable **Dessima Williams** (Grenade), présidente du Sénat
- Députée **Silvia Ayala** (Honduras)



[PROGRAMME](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT](#)



[PODCAST](#)



DÉCLARATION

Durant la rencontre, les parlementaires ont adopté une [déclaration](#) qui comprend, entre autres engagements:

- Adopter dans nos fonctions législatives et de contrôle politique une approche reconnaissant que le travail de soins, la prestation de soins et l'investissement dans l'économie des soins doivent être prioritaires dans l'action des gouvernements, car ils sont essentiels au progrès du développement social et économique et des engagements en matière d'égalité des genres;
- Introduire des projets de loi, présenter des motions ou exercer un contrôle politique pour obliger nos gouvernements à améliorer la collecte de données ventilées via des enquêtes périodiques sur l'utilisation du temps et des analyses économiques en tant que ressources permettant d'avoir un aperçu plus complet et nuancé du travail de soins et de l'économie des soins;
- Promouvoir l'adoption de mesures pour : a) réduire la charge de travail de soins par les secteurs public et privé; b) encourager la coresponsabilité sociale des soins à travers des incitations économiques, des programmes éducatifs et des options facilitant la flexibilité au travail sans compromettre les droits du travail et sociaux; c) étendre les congés parentaux et et maladie rémunérés; et d) offrir des programmes d'indemnisations ou des alternatives lorsque les services de soins comme les écoles ou les crèches sont fermés;
- Promouvoir la mise en œuvre de politiques budgétaires anticycliques sensibles aux inégalités de genre, afin d'atténuer les effets des crises et des récessions économiques dans la vie de toutes les femmes, et faire la promotion de cadres réglementaires et de politiques visant à dynamiser l'économie dans des secteurs clés pour la durabilité de la vie, y compris celui de l'économie des soins (paragraphe 28, [Engagement de Buenos Aires](#));
- Introduire des réformes législatives, présenter des motions ou exercer un contrôle politique pour élargir la protection de toutes et tous les travailleurs et bénéficiaires de soins, en mettant l'accent sur les travailleurs migrants et les autres groupes traditionnellement marginalisés;
- Tenir compte des éléments élaborés dans la [Loi-type interaméricaine sur les soins de la CIM/OEA](#), comme outil de référence dans l'élaboration d'une réglementation et d'une législation sur la reconnaissance, la régulation, la répartition, la prestation et la promotion du travail de soins;
- Appeler nos gouvernements à tenir compte de la situation actuelle du travail de soins non rémunéré dans l'élaboration du [Plan d'action sur la santé et la résilience dans les Amériques](#), qui sera mis en œuvre d'ici 2030, dans le cadre d'une stratégie plus globale pour élargir l'accès équitable à des services de santé complets et de haute qualité, axés sur les individus, et tenant compte des enjeux socioculturels, économiques et structurels de l'hémisphère, tel que convenu par les chefs d'État et de gouvernement lors du 9e Sommet des Amériques;
- Prôner le développement et le renforcement de programmes de santé donnant la priorité à la santé mentale et intégrant la prévention et l'intervention précoce à travers des services, des traitements et des aides permettant d'améliorer de façon significative la qualité de vie des personnes ayant des troubles psychologiques. Pour cela, nous prendrons note des recommandations issues du rapport final de la Commission de haut niveau sur la santé mentale et la COVID-19 de l'Organisation panaméricaine de la santé;
- Introduire des textes législatifs, présenter des motions ou exercer un contrôle politique proposant des incitations fiscales et financières aux entreprises et aux industries qui adoptent des pratiques professionnelles inclusives en matière de soins et qui offrent des services de protection sociale comme l'accès à des services de soins pour les personnes malades ou ayant un handicap, les personnes âgées et les enfants;
- Promouvoir des programmes et des campagnes de sensibilisation publiques aidant à reconfigurer les normes et les stéréotypes autour du travail de soins dans le but d'avoir des foyers, des lieux de travail, des économies et des sociétés plus égalitaires en termes de genre.



Sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique),
présidente du RPEG

"La prestation de soins est une nécessité inhérente à la vie et source d'inégalité entre les genres car historiquement, elle a été effectuée par les femmes, et ce sans rémunération, sans prestations sociales et sans droit du travail. Cette division sexuelle du travail et du temps est rarement considérée comme l'un des facteurs déterminants de l'inégalité si présente dans la région. Malgré la hausse de la participation des femmes sur le marché du travail, une part considérable d'entre elles ne disposent pas de revenus propres, non pas parce qu'elles ne travaillent pas, mais parce qu'elles travaillent sans rémunération et sans réelle reconnaissance de la valeur qu'elles apportent à l'économie."



L'honorable représentante **Jezmi Barraza** (Colombie),
vice-présidente du RPEG pour l'Amérique du Sud

"Le sujet de l'économie des soins étudié du point de vue du genre est fondamental dans l'agenda législatif de chacun de nos pays. Cette rencontre permet de rendre visibles les efforts et les bonnes pratiques, ainsi que de faire part des difficultés en cours pour légiférer en matière de soins et créer de meilleures opportunités pour toutes et tous grâce à des politiques d'équité."



L'honorable **Brigid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago),
présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente
de ParlAmericas

"L'agenda autour des soins représente une dette historique pour toutes les personnes, et en particulier pour les femmes et les filles qui ont dû faire face à de nombreuses formes de discrimination. Nous avons l'opportunité d'aborder le soin du point de vue des droits de la personne, à partir de la bonne conception de politiques sur le soin, une responsabilité partagée de l'État, du parlement et du secteur privé."



L'honorable sénateur **Germán Blanco** (Colombie),
membre du Conseil de ParlAmericas

"En tant que parlementaires, nous avons l'importante responsabilité de rendre les femmes et les hommes égaux en termes législatifs."



L'honorable représentant **David Racero** (Colombie), président de la
Chambre des représentants

Nous revendiquons et reconnaissons que la politique publique d'un État doit tourner autour de l'économie des soins avec une approche transversale et de diversité [...]. En Colombie, le travail de soins représente environ 20 % du PIB. Avec des politiques adaptées à l'économie des soins, nous pourrions générer plus de 2,5 millions d'emplois supplémentaires dans le pays."

PROJET DE LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES



En 2018, ParlAmericas a lancé un projet pour promouvoir le leadership politique des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes. Ce projet soutient les organisations multipartites de femmes dans leur prestation de programmes qui créent des environnements propices au leadership des femmes en politique et dans d'autres secteurs où elles sont sous-représentées. Ses activités renforcent également les capacités institutionnelles de ces organisations dans le cadre de leur collaboration avec les parlements nationaux, les bureaux pour l'égalité des genres, et des organisations multilatérales, régionales et locales de la société civile.

Via ce programme, ParlAmericas a accompagné l'[Institut caribéen pour le leadership des femmes](#) (CIWiL) et le [Forum des femmes dans les partis politiques du Panama](#) (FONAMUPP). Les initiatives conjointes réalisées avec ces organisations s'appuient sur les réussites de ParlAmericas en matière d'intégration de la dimension de genres et de mobilisation de la société civile.

En 2022, les activités du projet incluent :

- Des sessions de formation virtuelles et en personne pour encourager et soutenir les candidatures électorales des femmes;
- Des initiatives de formation visant à promouvoir un leadership des jeunes respectueux de l'égalité des genres;
- Le renforcement et la réalisation d'activités par les chapitres locaux des organisations partenaires;
- Des échanges de connaissances nationaux et régionaux sur l'égalité des genres et le leadership des femmes, organisés virtuellement et en personne; et
- La création de ressources, de publications et de matériel de communication et de plaidoyer.





Caribbean Women in Leadership

L'**Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWIL)** est un organisme phare de réseautage dédié à la promotion d'un leadership transformationnel et à l'augmentation du nombre de femmes dans le leadership et la prise de décisions dans la vie politique et civique, proportionnellement à la population féminine dans les pays des Caraïbes. Le CIWIL est une institution indépendante et apolitique et un grand défenseur de l'augmentation de la participation des femmes dans le leadership et la prise de décisions dans la région.

Il travaille avec des activistes, des femmes parlementaires, des professionnels du développement et des organismes nationaux pour l'égalité des genres afin de former et d'aider des femmes de la région souhaitant être élues ou assumer d'autres postes de direction. La vision du CIWIL est de promouvoir le développement durable des sociétés caribéennes en adoptant des principes du leadership transformationnel comme l'égalité des genres, l'équité, la justice économique et sociale, et la durabilité environnementale.

Résumé des activités de 2022

- 8 sessions de formation organisées pour soutenir le leadership et la participation politique des femmes
- 4 webinaires régionaux organisés pour favoriser le dialogue sur les thèmes prioritaires de l'égalité des genres
- 8 activités des chapitres nationaux financées par un mécanisme de soutien aux projets
- 361 femmes bénéficiaires des activités du projet





FORO NACIONAL DE
M U J E R E S
DE PARTIDOS POLÍTICOS



Le **Forum des femmes dans les partis politiques du Panama** (FONAMUPP) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir l'égalité des chances et des conditions équitables dans la participation politique des panaméennes. Le FONAMUPP est en activité depuis 25 ans et a joué un rôle important dans la défense de réformes électorales pour la parité.

56

Résumé des activités de 2022

- 19 sessions de formation et de sensibilisation sur l'importance du leadership des femmes
- 10 sessions de formation organisées pour renforcer les chapitres régionaux
- 171 jeunes touchés par des programmes visant à promouvoir un leadership respectueux de l'égalité entre les genres
- 936 femmes bénéficiaires des activités du projet





MESSAGE DU PRÉSIDENT DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT



Cher(e)s collègues,

L'année 2022 a été décisive pour l'engagement du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas (RPO) à consolider davantage, par nos efforts, l'ouverture législative en tant que

politique institutionnelle dans tous les parlements des Amériques et des Caraïbes.

Tout au long de l'année, nous avons organisé et participé à des activités et à des événements régionaux, hémisphériques et internationaux sur le parlement ouvert, rassemblant plus de 100 parlementaires des Amériques et des Caraïbes et plus de 127 fonctionnaires de parlements de l'hémisphère.

Lors de ces rencontres et à travers des engagements, des plans d'action et des initiatives pour promouvoir la transparence, l'accès à l'information, la responsabilité, la participation citoyenne, l'éthique et la probité, nous avons poursuivi notre objectif central : intégrer l'ouverture législative dans le travail et les procédures parlementaires.

L'une de nos activités principales a été la 6e Rencontre du RPO, intitulée « L'intégrité compte : construire des démocraties plus fortes », dont la Chambre des Sénateurs du Paraguay a été l'hôte. Plus de 180 représentants de parlements, d'organisations internationales, de la société civile et de jeunes de 19 pays s'y sont réunis, virtuellement, pour identifier des bonnes pratiques favorisant une culture de l'intégrité dans la société et dans les institutions publiques, y compris les parlements.

Durant cette rencontre, nous avons présenté la Feuille de route pour l'ouverture législative 2.0. Cette nouvelle version a été enrichie par les expériences de certains parlements de la région au cours des dernières années, et par les résultats de processus de cocréation auxquels des parlements et des organisations de la société civile ont participé.

Je vous invite à consulter et à diffuser ce document. Vous y trouverez clés et bonnes pratiques pour orienter le travail en matière d'ouverture législative au niveau individuel comme au niveau institutionnel.

Cette année, nous avons également organisé des activités régionales. Par exemple, nous avons invité les présidents des parlements des Caraïbes à discuter, dans un espace de travail compétent, de leurs besoins spécifiques en matière d'ouverture législative.

Par ailleurs, je souhaite souligner la participation de parlementaires dans des espaces hémisphériques et internationaux dédiés à l'ouverture législative. Nous avons notamment contribué au Mémoire sur la participation parlementaire du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), présenté lors du Sommet mondial du PGO, où nous avons également organisé la Journée du parlement.

Pour conclure ce bref survol, je souhaite remercier le Réseau de fonctionnaires parlementaires pour le parlement ouvert pour son travail. Ce réseau reconnaît le rôle essentiel des fonctionnaires dans la promotion et le succès de l'agenda sur l'ouverture parlementaire dans la région.

Face aux nouveaux défis qui se présentent à nous, il est de plus en plus important de garantir que nos parlements s'engagent pour la transparence et l'intégrité de façon inclusive et représentative des demandes de nos concitoyens.

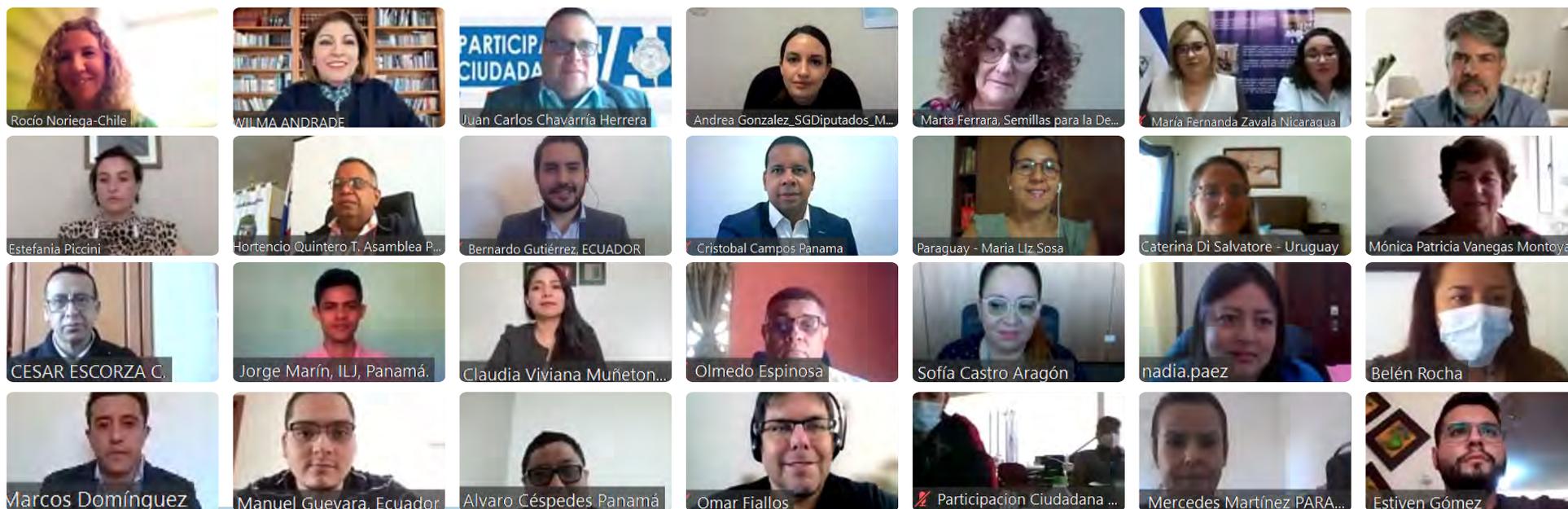
Nous espérons pouvoir encore compter sur votre soutien l'an prochain.

Cordialement,

Javier Macaya Danús

Sénateur, Chili
Président du Réseau pour un parlement ouvert

.....
 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @JAVIER MACAYA



58

#ParlementOuvert


THÈME : Parlement ouvert


DATE : le 28 janvier 2022


LIEU : En ligne


PARTICIPANTS : Des parlementaires, fonctionnaires parlementaires et représentants d'organisations de la société civile provenant de 14 pays d'Amérique latine


HÔTE : Assemblée nationale de l'Équateur


Cette activité s'aligne avec le ODD 16.



4e réunion du Réseau de fonctionnaires pour le parlement ouvert de ParlAmericas

La quatrième réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour le parlement ouvert (RFPO) de ParlAmericas a rassemblé des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires et des représentants d'organisations de la société civile d'Amérique latine pour discuter des avancées régionales en matière d'ouverture législative à travers le partage d'expériences et d'apprentissages, ainsi que pour aborder l'impact et les résultats de cet agenda du point de vue des citoyennes et des citoyens.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- La membre de l'Assemblée **Wilma Andrade** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du RPO de ParlAmericas

Dialogues modérés par :

- **Bernardo Gutiérrez**, conseiller, Groupe thématique parlementaire sur le parlement ouvert, Assemblée nationale de l'Équateur, et coordonnateur régional pour l'Amérique du Sud du RFPO de ParlAmericas
- **Nelly González**, conseillère juridique, Présidence de l'Assemblée nationale du Panama et coordinatrice régionale pour l'Amérique centrale du RFPO de ParlAmericas
- **Juan Carlos Chavarría**, directeur, Département de la participation citoyenne de l'Assemblée législative du Costa Rica et coordonnateur régional pour l'Amérique centrale du RFPO de ParlAmericas
- **Fredy Erazo**, coordonnateur général de l'Unité de la transparence au Sénat du Mexique et coordonnateur régional pour l'Amérique du Nord du RFPO de ParlAmericas

Présentations :

- **María Liz Sosa**, directrice générale, Direction générale du Développement institutionnel et de la Coopération externe, Chambre des sénateurs du Paraguay
- **Mónica Vanegas**, responsable du Bureau des services à la population, Congrès de la République de Colombie
- **Álvaro Céspedes**, conseiller de la Présidence, Assemblée nationale du Panama
- **Juan Manuel Cheppi**, greffier général, Chambre des députés d'Argentine
- **Claudia Muñeton**, conseillère de la Présidence pour le plan d'action, Chambre des représentants de la Colombie
- **Caterina Di Salvatore**, Direction générale, Chambre des sénateurs de l'Uruguay
- **Rocío Noriega**, conseillère, Groupe bicaméral sur la transparence, Congrès national du Chili
- **Luisa Pazmiño**, spécialiste, participation citoyenne, Assemblée nationale de l'Équateur
- **Andrea González**, conseillère, Secrétariat général, Chambre des députés du Mexique

Intervenants :

- **Marta Ferrara**, directrice exécutive, Semillas para la Democracia (« Des semences pour la démocratie »)
- **Jorge Marín**, participant au programme Impacto Legislativo Joven (« Impact législatif jeune »)
- **Fabio Almeida Lopes**, analyste législatif à la Chambre des députés du Brésil et directeur des politiques publiques, Bússola Tech

Discours de clôture :

- **Luis Rojas**, secrétaire adjoint de la Chambre des députés du Chili et coordonnateur général du RFPO de ParlAmericas



[HORAIRE COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Groupes de travail

Progrès en matière de parlement ouvert : de la cocréation à la mise en œuvre

Les groupes de travail ont permis aux participants d'échanger sur les bonnes pratiques législatives mises en œuvre ayant du succès dans plusieurs parlements de la région en matière de parlement ouvert.

Ces dialogues ont aussi été l'occasion d'aborder certaines des difficultés et des opportunités que présentent les processus de cocréation. Les participants ont souligné, entre autres, les difficultés imposées par la pandémie et les ajustements du travail parlementaire qui ont découlé des restrictions sanitaires, la nécessité d'institutionnaliser les initiatives pour un parlement ouvert dans les législatures ainsi que l'importance de maintenir une communication fluide avec les organisations de la société civile associées aux processus de cocréation.



Panel « Impacts de l'ouverture législative du point de vue de la population »

Étant donné les importantes avancées dans la mise en œuvre de modèles et d'initiatives pour un parlement ouvert dans les différentes législatures de l'hémisphère, il convient d'évaluer leurs résultats dans la société.

Aussi, les intervenants ont fait part de leurs réflexions sur les principaux impacts de la mise en œuvre d'initiatives pour un parlement ouvert et ont abordé des questions centrales comme les avancées en matière de renforcement de la confiance entre les parlements et les organisations de la société civile, l'importance d'établir des processus de cocréation vastes et démocratiques ainsi que les réussites en matière d'élargissement des mécanismes et des espaces de participation citoyenne au travail parlementaire.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Principales conclusions des groupes de travail

- La participation de fonctionnaires parlementaires a été essentielle pour assurer le caractère approprié et durable de l'ouverture législative, surtout en raison des changements au sein des bureaux, des commissions, etc. C'est pourquoi impliquer de façon active des services comme les secrétariats généraux et les départements de la planification et des technologies de l'information et de la communication est fondamental pour que ces efforts ne soient pas isolés et s'inscrivent plutôt dans une politique institutionnelle du parlement.
- Pour compléter cette conclusion, les fonctionnaires ont également souligné la nécessité de créer des programmes de formation en matière d'ouverture législative pour les fonctionnaires parlementaires visant un large éventail d'employés et de services.
- Les processus de cocréation avec des organisations de la société civile sont renforcés lorsque des espaces inclusifs prévoyant la participation de groupes sociaux historiquement marginalisés sont créés et transversalisés. Certaines bonnes pratiques démontrent l'importance de transversaliser des approches de genre dans les plans de cocréation et d'associer des organisations de femmes (Chambre des députés d'Argentine). De la même manière, la participation de la population afrodescendante à ces exercices de construction collective a été une expérience positive (Chambre des représentants de la Colombie).
- Si les restrictions liées aux mesures sanitaires mises en place pour contenir les effets de la pandémie ont d'abord supposé un défi pour le travail parlementaire, elles ont ensuite agi comme des catalyseurs du nombre de processus de numérisation en cours dans les parlements (sessions virtuelles, signatures numériques, renforcement de la cybersécurité, entre autres), qui ont en fin de compte aussi contribué aux processus de cocréation et de mise en œuvre de l'ouverture législative.

Ressources

- [Feuille de route pour l'ouverture législative](#). ParlAmericas, 2016.
- [Directives pour l'élaboration de Plans d'action pour un parlement ouvert](#). ParlAmericas, 2019.

Présentations

- [Réflexions sur les avancées du Sénat de la République de Colombie en matière d'ouverture législative](#), présentées par Mónica Vanegas, responsable du Bureau des services à la population, Congrès de la République de Colombie
- [Nouveau site web de la Chambre des députés du Mexique](#), présenté par Andrea González Somellera, conseillère du Secrétariat général, Chambre des députés du Mexique
- [Nouveau règlement interne de la Chambre des députés du Brésil](#), présenté par Fabio Almeida Lopes, analyste législatif, Chambre des députés du Brésil et directeur des politiques publiques, Bússola Tech



#ParlAmericasOPN

TITRE : L'intégrité compte : construire des démocraties plus fortes

THÈME : intégrité publique, ouverture législative

DATE : 9, 15 et 22 mars 2022

LIEU : En ligne

PARTICIPANTS : plus de 180 parlementaires, fonctionnaires, représentants et représentantes d'organisations internationales, de la société civile et de la jeunesse provenant de 25 pays des Amériques, des Caraïbes et l'Europe

HÔTE : Chambre des Sénateurs du Paraguay



Cette activité s'aligne avec les ODD 16.



6^e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

La 6e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert (RPO) de ParlAmericas a réuni des parlementaires, des fonctionnaires et des représentants d'organisations de jeunes et de la société civile des Amériques et des Caraïbes pour discuter de l'intégrité publique en reconnaissance de son importance non seulement pour la prévention et la lutte contre la corruption, mais aussi en tant qu'un des piliers fondamentaux de la gouvernance démocratique.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas
- Sénatrice **Hermelinda Alvarenga de Ortega** (Paraguay), deuxième vice-présidente de la Chambre des sénateurs
- Députée **Ana Lucía Delgado** (Costa Rica), première vice-présidente pour l'Amérique centrale du RPO
- Membre de l'Assemblée **Wilma Andrade** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du RPO

Conférenciers :

- **Delia Ferreira**, présidente, Transparency International
- **Daniel Ortega Nieto**, expert en gouvernance, Banque mondiale
- **René Fernández Bobadilla**, ministre secrétaire exécutif du Secrétariat national anticorruption du Paraguay
- **Julio Bacio Terracino**, chef de la Division de l'intégrité dans le secteur public, OCDE
- **Radivoje Grujic**, agent de la Gouvernance démocratique, OSCE

Dialogues modérés par :

- L'honorable **René Cormier** (Canada), sénateur et deuxième vice-président pour l'Amérique du Nord du RPO
- L'honorable **Brigid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas
- Député **Robert Nesta Morgan** (Jamaïque), ministre au sein du Bureau du Premier ministre responsable de l'information
- Sénateur **Amado Florentín Cabral** (Paraguay)
- L'honorable **Joseph Isaac** (Dominique), président de l'Assemblée législative et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- L'honorable **Reginald Farley** (Barbade), président du Sénat

Intervenants :

- Sénateur **Jorge Querey Rojas** (Paraguay)
- L'honorable **Juan Edghill** (Guyana), ministre du Travail public
- **Karina Kalpschtrej**, directrice du Renforcement institutionnel, Poder Ciudadano
- **Svenja Bonnecke**, Chile Transparente
- **Elvis Acosta**, représentant du programme « Diriger avec intégrité », Espacio Cívico
- **David Salmon**, membre du Parlement de jeunes en Jamaïque
- **Luís Kimaid**, directeur exécutif, Bússola Tech
- Députée **Corina Cano Córdoba** (Panama), deuxième vice-présidente pour l'Amérique centrale du RPO
- Sénateur **Juan Antonio Coloma** (Chili)
- Membre de l'Assemblée **Wilma Andrade** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du RPO

Discours de clôture :

- Sénateur **Javier Macaya** (Chili), président du RPO
- L'honorable **Carolyn Trench-Sandiford** (Belize), présidente du Sénat et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas



[HORAIRE COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[ENREGISTREMENT
VIDEO](#)



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Tout au long des trois sessions de cet événement, les participants, les intervenants et les spécialistes invités ont abordé, entre autres, les principales considérations à inclure dans une stratégie d'intégrité publique forte en prenant comme référence certains des instruments et standards internationaux les plus reconnus en la matière. Ils ont également exploré des mécanismes visant à promouvoir la participation de la société civile dans les processus nécessaires pour favoriser une culture de l'intégrité inclusive.

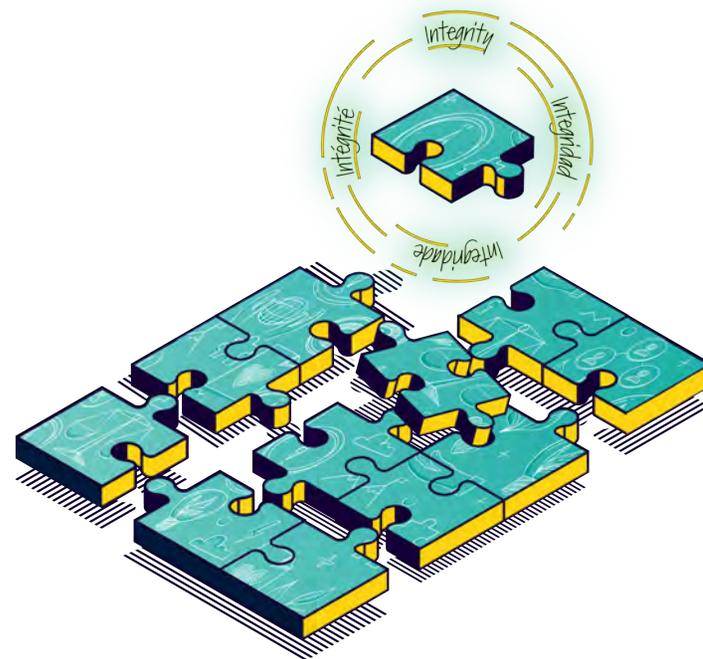
De plus, cette rencontre a permis d'échanger de bonnes pratiques législatives relatives à l'intégrité publique. Elle a aussi permis de discuter des nouveaux défis et des nouvelles tendances pour renforcer l'intégrité, tant dans les parlements que dans les différents organes publics, et en particulier des systèmes d'intégrité publique et de la gestion des conflits d'intérêts, en tenant compte des processus de reprise à la suite de la pandémie de COVID-19.



RESSOURCES CLÉS

La Feuille de route pour l'ouverture législative 2.0 a été officiellement lancée durant la rencontre et des documents ainsi que des ressources sur l'intégrité publique ont été présentés. Nous vous invitons à les consulter :

- [Feuille de route pour l'ouverture législative 2.0](#), ParlAmericas (2022)
- [Indice de perception de la corruption](#), Transparency International (2021)
- [L'intégrité publique en ALC 2018-2019](#), OCDE (2019)
- [Perspective comportementale de l'intégrité publique](#), OCDE (2018)
- [Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intégrité publique](#), OCDE (2017)



Dialogue parlementaire avec des représentants de la société civile et des jeunes (9 mars)

Réflexions principales de la session :

- Favoriser une culture de l'intégrité doit être un objectif non seulement pour les pouvoirs étatiques, mais pour la société dans son ensemble afin de promouvoir, de façon conjointe, des interactions entre les secteurs public et privé, la société civile et les personnes physiques qui suivent les normes juridiques et éthiques les plus élevées, et dans lesquelles l'intérêt général prime toujours.
- Il est nécessaire que l'État facilite la création d'espaces de dialogue et de consultation pour qu'une variété d'acteurs sociaux participe substantiellement à construire une culture de l'intégrité inclusive, qui intègre des approches de genre et intersectionnelles.
- Comme le reconnaissent des organismes multilatéraux, telle que la Banque mondiale, la participation substantielle de la société civile dans le cadre des efforts pour cultiver l'intégrité publique et protéger l'intérêt général nécessite que les institutions compétentes collectent et publient des données ventilées par genre et autres variables reflétant les effets différentiels de la corruption, en particulier sur les groupes traditionnellement marginalisés.
- Les effets socioéconomiques de la corruption concernent surtout les groupes traditionnellement marginalisés, perpétuant ainsi les inégalités et la pauvreté, avec un effet sur la réalisation des Objectifs de développement durable.

Dialogue interparlementaire (15 mars)

Réflexions principales de la session :

- Les systèmes d'intégrité publique fondés sur des mécanismes préventifs et correctifs pour promouvoir des comportements conformes à l'éthique et à la probité auprès des autorités et des fonctionnaires sont indispensables dans la lutte contre la corruption et, par extension, pour assurer une bonne gouvernance.
- Les tendances et les normes internationales en matière d'intégrité publique recommandent d'aborder le phénomène de la corruption non pas à travers des cas isolés et déconnectés, mais avec une approche intégrée basée sur trois piliers principaux : un système d'intégrité cohérent et complet, une culture de l'intégrité publique et des mécanismes de responsabilisation efficaces.
- Les systèmes d'intégrité publique doivent comporter des mécanismes et des instruments pour garantir que le déroulement des processus décisionnels soit conforme aux normes éthiques les plus élevées. En ce qui concerne les parlements, il est pertinent d'adopter ou de renforcer des codes d'éthique et de conduite contraignants et faisant consensus parmi les parlementaires et les fonctionnaires de la législature. Ces codes doivent traiter la prévention des fautes, définir les processus et les mécanismes d'enquête, prévoir des canaux de consultation et de signalement, et déterminer des sanctions.
- Les codes de conduite, les commissions d'éthique, la régulation des conflits d'intérêts et la mise à jour de la réglementation sur le régime d'incompatibilité sont autant d'instruments et de bonnes pratiques que les parlements peuvent mettre en place pour réduire les risques associés aux pratiques de corruption et pour renforcer l'intégrité au sein de la législature.

Session plénière (22 mars)

Durant cette session, les délégations parlementaires suivantes ont présenté certaines des initiatives législatives qu'elles ont mises en place dans différents domaines pour promouvoir davantage l'ouverture législative : Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Panama, Sainte-Lucie.



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

« Favoriser une culture de l'intégrité est une condition indispensable non seulement pour faire face à la corruption, phénomène complexe, malheureusement répandu et aux effets graves, mais également pour renforcer la bonne gouvernance, construire des économies plus productives et promouvoir des sociétés plus inclusives. »



Sénateur **Javier Macaya** (Chili), président du RPO

« Comme le reconnaît la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intégrité publique, renforcer l'intégrité publique doit être un objectif impliquant non seulement les pouvoirs étatiques, mais la société dans son ensemble afin de bâtir une culture de l'intégrité où les interactions entre les secteurs public et privé, la société civile et les personnes physiques suivent les normes juridiques et éthiques les plus élevées, et dans lesquelles l'intérêt général prime toujours. »



Sénatrice **Hermelinda Alvarenga de Ortega** (Paraguay), deuxième vice-présidente de la Chambre des sénateurs

« Les systèmes d'intégrité nationaux doivent s'inscrire dans des stratégies politiques et sociales plus larges favorisant une culture de l'intégrité au sein de la société. La réussite du cadre juridique dans la lutte contre la corruption dépend en grande partie de l'appropriation sociale des valeurs et des principes de l'intégrité »



L'honorable **Joseph Isaac** (Dominique), président de l'Assemblée législative et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

« En tant que parlementaires, nous sommes appelés à exercer un contrôle politique pour limiter les opportunités de corruption dans tous les processus décisionnels du gouvernement, ainsi qu'à débattre et à approuver des textes de loi pour favoriser l'intégrité publique. Il nous incombe également de nous assurer que nous appliquons de bonnes pratiques et des codes de conduite dans le parlement et dans l'exercice de nos fonctions pour montrer l'exemple et suivre les normes éthiques les plus élevées »



Delia Ferreira, présidente, Transparency International

« Les parlements ont une fonction centrale et doivent fournir tous les outils nécessaires pour garantir une culture de l'intégrité au secteur public en général [...] les parlements doivent approuver et actualiser les normes sur la transparence, l'accès à l'information, les marchés publics, l'éthique publique et le droit procédural permettant de mettre fin à l'impunité en ce qui concerne la corruption »



LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS ET LA DÉCLARATION

Le Comité exécutif du RPO est désormais composé de :

Président

Javier Macaya Danús, Sénateur (Chili)

Première vice-présidente - Amérique du Nord

Bertha Alicia Caraveo Camarena, Sénatrice (Mexique)

Deuxième vice-président - Amérique du Nord

René Cormier, Sénateur (Canada)

Première vice-présidente - Amérique centrale

Ana Lucía Delgado Orozco, Députée (Costa Rica)

Deuxième vice-présidente - Amérique centrale

Corina Cano Córdoba, Députée (Panama)

Vice-présidente, Amérique du Sud

Wilma Andrade Muñoz, Membre de l'Assemblée (Équateur)

Vice-président, Caraïbes

L'honorable **Reginald Farley**, Président du Sénat (Barbade)

Résultats des élections du Comité Exécutif du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2022-2024

L'honorable **Reginald Farley** (Barbade), président du Sénat, a été élu par acclamation en tant que vice-président pour les Caraïbes, seul poste devant être comblé à cette occasion.

Déclaration

La 6e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert s'est achevée avec la lecture de la [déclaration](#). Voici quelques-uns des engagements adoptés par les délégations parlementaires participantes :

- Encourager l'adoption et l'amélioration de codes de conduite pour les fonctionnaires de tout l'appareil étatique conformément aux normes éthiques, de probité et de transparence les plus élevées, en prenant pour référence l'[Engagement de Lima](#) et la [Convention interaméricaine contre la corruption](#) de l'Organisation des États américains, la [Convention des Nations Unies contre la corruption](#) et la [Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intégrité publique](#);
- Promouvoir, auprès des autorités compétentes, l'importance de développer des programmes d'éducation et de formation continue des autorités et des fonctionnaires pour l'exercice correct, honorable et adéquat de leurs fonctions; des programmes reflétant également les liens entre l'intégrité publique, les droits de la personne et l'égalité des genres; et favorisant une meilleure compréhension des risques de corruption inhérents à l'exercice de leurs fonctions;
- Promouvoir la participation du secteur privé et de la société civile, du monde universitaire, des mouvements et des organisations communautaires, des spécialistes et d'autres acteurs sociaux dans le développement, la mise à jour périodique et la mise en œuvre des stratégies nationales pour l'intégrité publique, en accordant une attention toute particulière à l'inclusion des femmes et des groupes traditionnellement marginalisés afin de garantir que leurs expériences soient prises en compte durant chaque phase du processus;
- Prôner la coopération horizontale et verticale entre les fonctionnaires, les organes et les organismes publics à tous les niveaux de l'administration publique afin d'éviter les doublons et d'échanger des apprentissages et des bonnes pratiques en matière de lutte contre la corruption et de renforcement de l'intégrité publique;
- Favoriser le renforcement des mécanismes établis pour la protection des dénonciateurs et renforcer la législation nationale existante pour faciliter la dénonciation d'actes violant l'intégrité publique et portant atteinte à l'intérêt général autant par les citoyens que par les fonctionnaires.



#ParlAmericas
#ParlementOuvert #AmériqueOuverte

THÈMES: Ouverture législative, transparence, responsabilité, participation citoyenne, éthique et probité

DATES: 28 septembre 2022

LIEU: Saint-Domingue, République dominicaine

PARTICIPANTS: Plus de 75 parlementaires, fonctionnaires de parlement, jeunes et représentants de la société civile et d'organisations internationales de 11 pays de la région

CO-ORGANISATEUR: Chambre des députés de la République Dominicaine



Cette activité est en ligne avec l'ODD 16.



Réunion interparlementaire : Promouvoir l'ouverture législative dans la région

Durant la Conférence régionale Amérique ouverte, ParlAmericas et la Chambre des députés de la République dominicaine ont organisé une réunion interparlementaire dans le but de promouvoir le renforcement des pouvoirs législatifs de la région via l'ouverture législative. Lors d'un panel et de groupes de travail, les parlementaires et représentants d'organisations internationales et de la société civile ont souligné les progrès réalisés dans la région en matière de parlement ouvert, comme, par exemple, des bonnes pratiques durant les processus de co-création et des initiatives pour la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et l'éthique.. Lors de ce forum, ils ont souligné l'importance de progresser davantage dans cet agenda, en tenant compte du genre et d'initiatives pour élargir la participation des femmes dans ces processus.



PARTICIPATIONS PRINCIPALES

Inauguration :

- Député **Alfredo Pacheco Osoria** (République dominicaine), président de la Chambre des députés
- Députée **Nelsa Shoraya Suárez Ariza** (République dominicaine), secrétaire de l'organe directeur et hôtesse de la réunion interparlementaire
- Sénatrice **Bertha Caraveo** (Mexique), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau pour un parlement ouvert (RPO) de ParlAmericas

Intervenants :

- Députée **Carolina Delgado** (Costa Rica), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- **María Barón**, directrice exécutive internationale de Directorio Legislativo
- Député **Vlado Mirosevic** (Chili), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- Député **Elíaz Báez de los Santos** (République dominicaine)
- Membre de l'Assemblée nationale **Nathalie Arias** (Équateur)
- **María Liz Sosa**, directrice générale, Direction du développement institutionnel et de la coopération externe de la Chambre des sénateurs du Paraguay
- **Rosario Pavese**, leader régionale pour l'Amérique du Sud, et conseillère parlementaire principale de Global, Partenariat pour un gouvernement ouvert

Direction des groupes de travail :

- Sénatrice **Bertha Caraveo** (Mexique), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du RPO de ParlAmericas
- Députée **Karina Paz** (Guatemala)

Modération :

- **Guadalupe Valdez** (République dominicaine)
- **Rocío Noriega**, conseillère du Groupe bicaméral sur la transparence du Congrès national du Chili

Clôture :

- Députée **Corina Cano** (Panama), vice-présidente pour l'Amérique centrale du RPO de ParlAmericas
- Députée **Nelsa Shoraya Suárez Ariza** (République dominicaine), secrétaire de l'organe directeur et hôtesse de la réunion interparlementaire

CONSIDÉRATIONS CLÉS DE LA RÉUNION INTERPARLEMENTAIRE :

- Renforcer la transparence et l'accès à l'information, la responsabilité, la participation citoyenne, l'éthique et la probité est une nécessité urgente et un engagement de celles et ceux qui considèrent l'ouverture législative comme un principe de base de la bonne gouvernance.
- Il faut élargir les espaces, et consolider l'offre de mécanismes de participation virtuels, pour que les citoyennes et les citoyens participent de manière substantielle aux discussions sur les questions d'affaires publiques et aux processus décisionnels au sein du parlement .
- L'intégrité publique doit être un objectif impliquant non seulement les pouvoirs étatiques, mais aussi la société dans son ensemble, afin de bâtir une culture de l'intégrité où les interactions entre les secteurs public et privé, la société civile et les citoyens à titre individuel suivent les normes juridiques et éthiques les plus élevées.
- Même si certains pays de la région disposent d'une structure juridique pour la participation citoyenne, il reste encore du chemin à parcourir au niveau de l'appropriation et de la participation citoyennes à travers ces mécanismes.



[PROGRAMME
COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Cher(e)s collègues,

Cette année a été particulièrement active pour le Réseau parlementaire sur le changement climatique (RPCC) de ParlAmericas. En effet, nous avons continué de proposer des espaces aux parlementaires des Amériques et des Caraïbes pour promouvoir une plus grande ambition des mesures climatiques et échanger des bonnes pratiques législatives pour traiter les questions environnementales cruciales. Nous avons également eu l'honneur de lancer notre Réseau de fonctionnaires parlementaires sur le changement climatique afin de reconnaître et d'encourager le rôle fondamental des fonctionnaires parlementaires dans la promotion de politiques environnementales.

Je souhaite mettre en avant le travail mené autour de la décarbonisation de certains secteurs et la nécessité d'atteindre l'objectif principal de limiter le réchauffement planétaire à 1.5 °C. La 6e rencontre du réseau a rassemblé plus de 160 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, spécialistes et représentants d'organisations de la société civile et de jeunes de plus de 25 pays des Amériques et des Caraïbes, afin d'explorer des mesures législatives permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre des secteurs les plus émetteurs de la région : l'énergie, les transports, et l'agriculture, la foresterie et autres utilisations des terres.

Cette rencontre s'est conclue avec l'adoption d'une déclaration établissant une série d'engagements en faveur d'une transition multisectorielle, systémique et juste vers un monde à faibles émissions. Ces engagements font écho aux mandats [Accélérer la transition vers une énergie propre, durable, renouvelable et équitable](#) et [Notre avenir durable et vert](#) adoptés lors du 9e Sommet des Amériques.

En tant que réseau, nous avons également collaboré avec d'autres organisations travaillant sur des questions environnementales, comme souligné lors de notre participation à la Semaine du climat de l'Amérique latine et des Caraïbes organisée par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements

climatiques (CCNUCC) et le Gouvernement de la République dominicaine. Nous avons tenu une session explorant des stratégies législatives pour promouvoir l'autonomisation et la participation des femmes rurales à la construction de systèmes alimentaires durables, en mettant en œuvre des modèles agricoles intelligents face au climat et sensibles au genre, afin d'améliorer la sécurité alimentaire, de régénérer les terres et les sols dégradés et de créer des économies durables en aidant les femmes à accéder à la propriété terrienne. Nombre de ces enjeux continueront de façonner notre agenda pour la prochaine année, tandis que nous explorerons davantage les liens entre le changement climatique et le genre.

Enfin, j'ai eu l'opportunité d'assister à la COP27 de la CCNUCC, qui a débouché sur l'adoption d'un fonds pour les pertes et les dommages, une avancée majeure pour tout le Sud global. J'ai également participé à la COP15 sur la Convention sur la biodiversité biologique, qui a abouti à l'accord sur le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal. Via le RPCC et le groupe parlementaire de la CCNUCC, nous continuerons à suivre les évolutions de ces initiatives et à faciliter la participation des parlementaires dans les espaces de prise de décision dans ces domaines.

Notre réseau du RPCC est impatient de continuer à créer des forums et des outils pour appuyer votre engagement à assurer un avenir durable pour les êtres humains et la planète.

Merci pour votre soutien.

Cordialement,

Rosa Galvez

Sénatrice, Canada

Présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique

.....
 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @SENROSAGALVEZ



#ParlAmericasCC #ÉconomieCirculaire

 **THÈME:** Économie circulaire

 **DATES:** 6 avril 2022

 **LIEU:** Virtual

 **PARTICIPANTES:** Plus de 40 parlementaires et membres du personnel parlementaire de Trinité-et-Tobago, accompagnés de spécialistes représentant le monde universitaire, le secteur privé et des organisations régionales.

 **HÔTE:** Le Parlement de la République de Trinité-et-Tobago



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 8, 11, 12, 13, 14, et 15.



Vers une économie circulaire : Atelier pour les parlementaires et le personnel parlementaire de Trinité-et-Tobago

Reconnaissant que les parlements peuvent jouer un rôle essentiel dans l'appui à l'intégration de modèles économiques circulaires dans le cadre de leurs fonctions législatives, cet atelier national a été organisé suite à la 17e Assemblée plénière de ParlAmericas : vers une économie circulaire. Cet atelier a permis d'aborder des stratégies en soutien à une transition nationale vers la circularité, comme la révision d'incitations fiscales ou la création de cadres juridiques pour promouvoir une croissance verte, en garantissant que ces modèles répondent aux besoins des femmes et des communautés marginalisées. L'économie circulaire étant un cadre visant à dissocier l'activité économique de la dégradation environnementale, elle contribue à soutenir les efforts pour une récupération économique durable suite à la pandémie de COVID-19 et à améliorer le bien-être des êtres humains.



POINTS SAILLANTS DES SESSIONS

Discours d'ouverture :

- L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas

Intervenants :

- Mme **Vanessa Esslinger**, spécialiste de l'économie circulaire et coordinatrice de la Coalition pour l'économie circulaire en Amérique latine et les Caraïbes
- M. **David Oswald**, fondateur et président de DE Design + Environment Inc., Fellow de la Société géographique royale du Canada et membre associé du corps enseignant à l'Université Royal Roads
- Dr **Sherwyn Millette**, consultant en durabilité à la Faculté de science, technologie et arts appliqués de Trinité-et-Tobago
- Mme **Sian Cuffy-Young**, éducatrice en gestion des déchets, formatrice et fondatrice de Siel Environmental Services Limited

Modérateur :

- Sénateur **Anthony Vieira** (Trinité-et-Tobago), vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

Facilitateurs d'analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces) :

- Mme **Terriann Baker**, assistante de recherche diplômée – Bureau du parlement
- M. **Johnson Greenidge**, greffier adjoint à la procédure – Sénat

Discours de clôture :

- L'honorable **Christine Kangaloo** (Trinité-et-Tobago), présidente du Sénat

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ATELIER

- La transition vers une économie circulaire requiert un examen des modèles de production et de consommation de biens et de services dans tous les secteurs
- Le parlement peut prôner une stratégie nationale générale sur l'économie circulaire en utilisant des mécanismes et des normes d'incitation
- L'autonomisation et la participation substantielle des communautés, en particulier celles des jeunes et des femmes, favorisent l'évolution des comportements et peuvent contribuer à garantir que les programmes soient accessibles à toutes et tous
- La collaboration régionale renforce l'innovation et l'ouverture de la chaîne de valeur de l'économie circulaire, ce qui aide à relever les défis des petites économies des Caraïbes



[ORDRE DU JOUR COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT](#)



[EXPOSITION D'ART : ÉVÉNEMENT DE SUIVI](#)



[Plus d'information sur l'économie circulaire](#)



#ParlAmericasCC

-  **TITRE** : Réaliser notre avenir vert : le chemin vers les faibles émissions
-  **THÈMES** : Changement climatique, transition énergétique, réduction des gaz à effet de serre, transports, utilisation des terres
-  **DATES** : 23 juin et 5 juillet 2022
-  **LIEU** : En ligne
-  **PARTICIPANTS** : Plus de 160 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, spécialistes et représentants d'organisations de jeunes et de la société civile provenant de 25 pays des Amériques et des Caraïbes.
-  **HÔTES** : Assemblée législative de la Dominique et Congrès de la République du Guatemala



Cette activité est alignée sur les ODD n° 2, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 13 et 15.



6e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

[La 6e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique \(RPCC\) de ParlAmericas](#) a permis d'explorer les différentes mesures législatives nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les secteurs les plus émetteurs de la région : énergie, transports, agriculture, foresterie et autres utilisations des terres (AFOLU de son sigle anglais). Cet événement a débuté avec un dialogue interparlementaire le 23 juin. Les participants y ont discuté d'initiatives socialement inclusives nécessaires pour promouvoir la décarbonisation des secteurs des transports et de l'énergie. La session plénière de la rencontre a eu lieu le 5 juillet avec pour objectif principal d'analyser des stratégies visant à améliorer les pratiques d'utilisation des terres, réduire les émissions associées à ce secteur et promouvoir une agriculture durable qui inclut des perspectives de genre. Afin que cette Rencontre puisse refléter l'importance de l'inclusivité dans le traitement de ces sujets, et pour qu'elle inclut des approches de genre et intersectionnelles, la méthode suivie au cours des différentes sessions a été enrichie par les contributions d'organisations de femmes, de mouvements de jeunes et de spécialistes en la matière.



POINTS SAILLANTS DES SESSIONS

Discours de bienvenue :

- L'honorable **Joseph Isaac** (Dominique), président de l'Assemblée législative
- Député **Erick Martínez Hernández** (Guatemala), président de la Commission de l'environnement, de l'écologie et des ressources naturelles
- Député **Julio César Longo Maldonado** (Guatemala), secrétaire du Conseil d'administration du Congrès
- Sénateur **Raúl Bolaños-Cacho Cué** (Mexique), président de la Commission de l'environnement, des ressources naturelles et du changement climatique, et vice-président du RPCC de ParlAmericas

Spécialistes :

- **Andrea Palma**, conseillère technique à GIZ pour le programme EUROCLIMA+ de mobilité urbaine
- Dr **Devon Gardner**, responsable des programmes techniques au Centre des caraïbes pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
- L'honorable **Kerrie D. Symmonds** (Barbade), ministre de l'énergie et du développement commercial
- Député **Óscar Izquierdo Sandí** (Costa Rica)
- **Denell Florius**, jeune entrepreneur et cofondateur et directeur général d'EcoCarib
- **Laura Serna**, championne jeunesse d'Escazú pour la Colombie
- Dre **Lake Sagaris**, chercheuse et professeure agrégée adjointe à l'Institut du développement durable de l'Université pontificale catholique du Chili
- Dre **Mercedes Bustamante**, professeure au département d'Écologie de l'Université de Brasilia, auteure principale du 6e rapport d'évaluation du GIEC
- Dre **Osana Bonilla-Findji**, agent scientifique du programme de CGIAR
- Honorable **Matthew Samuda** (Jamaïque), ministre sans portefeuille du Ministère de la croissance économique et de la création d'emploi et coprésident du Partenariat CDN

Dialogues modérés par :

- Sénatrice **Verónica Camino Farjat** (Mexique), présidente du RPEG de ParlAmericas
- L'honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du RPCC de ParlAmericas
- Députée **Fátima Mena Baide** (Honduras)

Discours de clôture :

- Membre de l'Assemblée nationale **Radjendrekoeamar Debie** (Suriname), vice-président du RPCC de ParlAmericas



[PROGRAMME 23 JUIN](#)

[PROGRAMME 5 JUILLET](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)

Publication de ParlAmericas

Conformément au mandat adopté par les chefs d'État et de gouvernement des Amériques et des Caraïbes pour promouvoir la participation parlementaire comme faisant partie intégrante du processus des Sommets des Amériques à travers ParlAmericas, et en vertu de l'objectif du RPCC d'encourager l'échange de bonnes pratiques législatives en matière d'action climatique, ParlAmericas présente ce document détaillant la façon dont les engagements adoptés lors du Sommet dans les mandats Accélérer la transition vers une énergie propre, durable, renouvelable et équitable et Notre avenir durable et vert ont été intégrés dans les thèmes et la déclaration de la 6e Rencontre du RPCC.



[Respecter les engagements pris
dans les mandats
environnementaux adoptés lors du
9e Sommet des Amériques](#)



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Dialogue interparlementaire (23 juin)

- Il est important que les politiques élaborées dans le cadre de la transition énergétique prévoient des mesures nécessaires pour favoriser la souveraineté énergétique, tout en permettant à la population, en particulier aux communautés locales, de gérer en toute autonomie la production, la distribution et la consommation d'énergie de manière plus efficace et efficiente, et dans le respect du contexte écologique, social, économique et culturel. Le développement et l'adoption de sources d'énergie renouvelable doivent enclencher des processus permettant aux citoyens de devenir des acteurs actifs de la transition énergétique.
- Étant donné que l'Amérique latine et les Caraïbes ont l'un des taux de croissance du parc automobile les plus élevés du monde, il est d'urgence d'élaborer des politiques et des programmes nationaux promouvant une mobilité urbaine durable et des moyens de transports actifs. Ces politiques et programmes doivent comporter une analyse de genre et intersectionnelle, car la mobilité et l'utilisation des transports dépendent de normes sociales et de facteurs socioéconomiques qui sont vécus différemment par les femmes et les hommes. Par exemple, il est plus probable que les femmes aient recours aux transports en commun en raison d'inégalités salariales, et que les motifs de leur usage découlent des responsabilités de soin. C'est pourquoi les femmes sont les mieux placées pour enrichir par leur expertise, l'élaboration et la planification de systèmes de transports sécurisés, accessibles et durables.
- En plus d'envisager des stratégies pour l'électrification des transports publics et l'incitation à utiliser des véhicules légers, moyens et lourds non émetteurs, les plans pour une mobilité urbaine durable doivent prévoir des stratégies complémentaires sur le transport multimodal et interconnecté comprenant l'utilisation du vélo (traditionnel et électrique) et améliorant les conditions de sécurité pour la mobilité active (routes et sentiers de piétons). Cette approche systémique permet à différents groupes sociaux de se déplacer de manière facile, économique et sûre, indépendamment du niveau de revenu, du genre, de l'âge et des capacités.

Session plénière (5 juillet)

- Le secteur AFOLU produit 22 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Néanmoins, il présente également un potentiel intéressant de réduction des émissions à grande échelle qui peut de plus être bénéfique à la biodiversité et aux écosystèmes, tout en facilitant l'adaptation au changement climatique et en renforçant la sécurité alimentaire.
- La combinaison de processus de production agricole intensifs et l'abattage aveugle d'arbres et d'autres biens agricoles ont causé la dégradation progressive de l'environnement et contribuent fortement à la crise climatique. Il est par conséquent nécessaire d'explorer des modèles de production alternatifs comme l'agriculture intelligente face au climat (AIFC), une approche intégrée qui augmente de façon durable la productivité, la résilience et l'adaptation au changement climatique. Si mis en œuvre avec des approches intersectionnelles et de genre, ce modèle peut considérablement améliorer l'utilisation des terres et les conditions de vie des communautés rurales.
- Bien qu'elles constituent des acteurs clés dans les systèmes agroalimentaires mondiaux, les femmes productrices et entrepreneuses font face souvent à des obstacles structurels qui limitent leur autonomie et, par conséquent, leur capacité à prendre des décisions stratégiques dans le secteur AFOLU. C'est pourquoi il est impératif d'intégrer des approches de genre de façon transversale dans l'élaboration, la révision et la mise en œuvre des politiques, des lois et des programmes liés, entre autres, à l'accès des femmes aux technologies agricoles, à l'assistance technique, aux ressources productives et à la sécurité en matière de propriété et de gestion



L'honorable **Joseph Isaac** (Dominique), président de l'Assemblée législative

« Pour les petits États insulaires en développement comme la Dominique, le changement climatique est réel : il se manifeste par la fréquence et la gravité des ouragans, des inondations, des sécheresses et autres menaces résultant de risques naturels. Ce sujet est donc très important et, par conséquent, les résultats positifs de nos débats ajouteront une grande valeur que nous pourrions tous utiliser dans la mise en œuvre d'actions climatiques audacieuses. »



L'honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du RPCC de ParlAmericas

« La décision de consacrer cette réunion au besoin urgent d'accélérer la transition énergétique n'est pas un hasard : comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat l'a souligné, malgré les avancées significatives de l'action pour le climat, l'ambition climatique actuelle ne suffira pas à limiter la hausse de la température mondiale moyenne bien en dessous de 2 °C, l'un des principaux objectifs de l'Accord de Paris. »



Sénateur **Raúl Bolaños-Cacho Cué** (Mexique), président de la Commission de l'environnement, des ressources naturelles et du changement climatique, et vice-président pour l'Amérique du Nord du RPCC de ParlAmericas

« Il est fondamental d'assurer l'égalité de l'accès des femmes aux technologies agricoles, à l'assistance technique, aux ressources de production et à la sécurité en matière de propriété et de contrôle des terres. Garantir que les femmes aient accès à la terre peut entraîner d'innombrables bénéfices, comme l'amélioration substantielle de leurs conditions de vie, une meilleure alimentation dans les communautés et une plus grande autonomie économique. »



Député **Erick Martínez Hernández** (Guatemala), président de la Commission de l'environnement, de l'écologie et des ressources naturelles, et président du Forum parlementaire sur le changement climatique

« Bien qu'il ne produise que 0,06 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales, le Guatemala a été gravement touché par les effets du changement climatique. C'est pourquoi le Congrès de la République du Guatemala donne la priorité aux efforts liés aux questions environnementales, notamment en créant deux groupes de travail : l'un sur la décarbonisation et l'autre chargé de la loi sur l'eau. »



Membre de l'Assemblée nationale **Radjendrekumar Debie** (Suriname), deuxième vice-président du RPCC de ParlAmericas pour l'Amérique du Sud

« Notre région faisant partie de celles qui ont la plus grande diversité climatique, écologique et biologique au monde, il est important que nous comprenions les différentes répercussions du changement climatique, ainsi que les opportunités de réduction des émissions spécifiques pour nos contextes nationaux. »



ÉLECTIONS ET DÉCLARATION

Résultats des élections du Comité exécutif du Réseau sur le changement climatique de ParlAmericas 2022-2024

Le député **Óscar Izquierdo Sandí** (Costa Rica) a été élu par acclamation en tant que vice-président pour l'Amérique centrale.

Le Comité exécutif du RPCC est désormais composé de :

Présidente

- Sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada)

Vice-président - Amérique du Nord

- Sénateur **Raúl Bolaños-Cacho Cué** (Mexique)

Vice-président - Amérique centrale

- Député **Óscar Izquierdo Sandí** (Costa Rica)

Premier vice-président - Amérique du Sud

- Membre de l'Assemblée **Luis Bruno Segovia Mejía** (Équateur)

Deuxième vice-président - Amérique du Sud

- Membre de l'Assemblée nationale **Radjendrekumar Debie** (Suriname)

Vice-président - Caraïbes

- Sénateur **Anthony Vieira** (Trinité-et-Tobago)

Déclaration

Durant la Rencontre, les parlementaires ont adopté une déclaration qui comprend, entre autres engagements :

- Promouvoir l'adoption de politiques favorisant une transition juste vers des systèmes énergétiques peu émetteurs à travers des mesures visant à : a) renforcer la production d'énergie propre; b) promouvoir l'efficacité énergétique; c) stimuler les efforts pour éliminer progressivement l'utilisation intensive de l'énergie au charbon et abolir graduellement les subventions inefficaces d'énergies fossiles; et d) réorienter les investissements avec des approches inclusives assurant la prestation de services d'énergie propre aux populations vulnérables ayant historiquement subi des déficiences des réseaux électriques, conformément au [Pacte de Glasgow pour le climat](#)
- Promouvoir et faciliter la transition des femmes vers des emplois décents et de qualité dans le secteur des énergies renouvelables, grâce à des mesures comprenant, entre autres, le renforcement des modèles de congé parental, l'amélioration de l'accès des femmes aux systèmes de transport public, la promotion de l'éducation des femmes et des filles dans les STIM et dans les programmes de renforcement des capacités, avec possibilité de bourses
- Favoriser l'intégration d'approches de genre et intersectionnelles dans la budgétisation et le financement de l'action pour le climat et la transition énergétique, de façon à répondre aux principes d'équité et de durabilité, et à tenir compte des particularités liées à l'utilisation et à la demande en énergie, aux moyens de transports et aux technologies, ainsi qu'aux modèles de consommation
- Mettre en place des mesures visant à réduire l'empreinte écologique de nos parlements en prenant pour référence le [Guide sur les parlements écoresponsables](#), qui présente, par exemple, des mesures comme la création d'un inventaire des émissions du parlement, la réduction des déchets produits par le parlement, la baisse de la consommation d'énergie et d'eau, et la promotion de moyens de transports plus durables



78

#ParlAmericasCC #ClimateWeekLAC

 **HÈMES:** Autonomisation des femmes rurales, agriculture durable et sécurité alimentaire

 **DATES:** 19 juillet 2022

 **LIEU:** Saint-Domingue, République dominicaine

 **PARTICIPANTS:** Plus de 30 parlementaires, fonctionnaires de parlement, jeunes leaders et représentants d'organisations de la société civile et d'organisations multilatérales

 **COORGANISATEUR:** Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes



Cette activité est alignée sur les ODD 2, 5, 8, 12 et 15



Vers un système agroalimentaire durable et équitable : le rôle des parlements

Une session sur les stratégies législatives a été organisée durant la Semaine du climat d'Amérique latine et des Caraïbes 2022 afin de promouvoir l'autonomisation et la participation des femmes rurales dans la construction de systèmes alimentaires durables. Les différents dirigeants présents ont mis en avant le rôle des femmes et des jeunes dans le travail rural, les obstacles qui les empêchent de mettre en œuvre des pratiques agricoles durables et la façon dont les parlements peuvent garantir que la législation en la matière tienne compte de leurs points de vue. De même, le 20 juillet, ParlAmericas a présenté le panel de haut niveau intitulé « [Créer des opportunités pour l'économie circulaire vers l'objectif de température de 1,5°C](#) » dans le cadre de la Semaine du climat.



POINTS SAILLANTS DES SESSIONS

Intervenants :

- Sénatrice **Verónica Camino Farjat** (Mexique), présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- Députée **Soraya Suarez** (République dominicaine), coordinatrice du Front parlementaire contre la faim en République dominicaine
- **Elsa Sánchez** (République dominicaine), Fédération des producteurs de café de la Région du Sud, Articulation nationale paysanne de la République dominicaine
- **Sara Cognuck González** (Costa Rica), consultante de l'UNICEF et cofondatrice du Réseau sur les jeunes et le changement climatique

Modératrice :

- **Guadalupe Valdez**, ambassadrice spéciale de bonne volonté de la FAO pour la Faim zéro en Amérique latine et dans les Caraïbes

CONSIDÉRATIONS PRINCIPALES DE LA SESSION PARALLÈLE :

- L'agriculture paysanne écologique peut encourager une moindre utilisation de ressources naturelles, augmenter la résilience de la communauté et émettre moins de gaz à effet de serre.
- Dans la plupart des cas, les politiques publiques sont élaborées sans consulter les femmes rurales et autochtones et sont davantage centrées sur des contextes urbains. Il est donc nécessaire de renforcer considérablement la participation de ces dernières. Les parlements peuvent être des acteurs clés en ce qu'ils peuvent inclure ces femmes dans les débats et l'approbation des lois, dans l'étude des projets de loi et dans les démarches budgétaires pour obtenir une véritable participation aux projets publics pour le financement de ce secteur.
- Il est nécessaire que les agendas de l'État reconnaissent les demandes des femmes rurales, qu'ils garantissent leurs droits et qu'ils adoptent des approches et des stratégies inclusives dans le cadre des programmes et des politiques afin d'assurer l'autonomisation économique, sociale et politique des femmes paysannes.
- Il est fondamental de favoriser la participation politique des femmes et des jeunes du secteur rural en renforçant leurs capacités de leadership, de négociation et de création de consensus, afin de les encourager à occuper des postes de décision et de garantir que les perspectives rurales soit bien représentées dans les discussions au sein du parlement.



[PROGRAMME
COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE
PRESSE](#)



[PRÉSENTATION](#)



80

#ParAmericasCC #COP27

 **THÈMES :** Ensemble pour la mise en œuvre

 **DATES :** Du 6 au 18 novembre

 **LIEU :** Charm el-Cheikh, Égypte

 **HÔTE :** Gouvernement de l'Égypte



Cette activité est alignée sur les ODD 5, 7, 8, 10, 13, 14, & 15.



Délégation parlementaire à la COP27

ParAmericas a participé à la 27e Conférence des Parties (COP27) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) avec la sénatrice Rosa Galvez (Canada), présidente du Réseau parlementaire ParAmericas sur les changements climatiques (RPCC) et la sénateur Raúl Bolaños-Cacho Cué (Mexique), vice-président pour l'Amérique du Nord du RPCC qui ont également participé à leurs délégations officielles de pays. ParAmericas, en tant que membre du groupe parlementaire de la CCNUCC, a organisé une réunion en personne pour les parlementaires latino-américains à la COP27. En marge de la COP27, les délégués ont participé en tant que panélistes et modérateurs à la réunion parlementaire de la COP27 de l'Union interparlementaire et au Sommet des législateurs de la COP27 de GLOBE, respectivement.

PRINCIPAIS RESULTADOS E PONTOS DE AÇÃO PARLAMENTAR APÓS A COP27

RÉSULTATS :

La COP27 s'est conclue avec le [Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh](#), qui mentionne pour la première fois la sécurité alimentaire, les solutions fondées sur la nature, les points de basculement, le droit à un environnement sain et la transformation du système financier et de ses structures et processus. Les pays ont réaffirmé leur engagement à limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C d'ici la fin du siècle. Cependant, selon un [rapport de la CCNUCC](#), le respect des engagements climatiques actuels se traduira par une augmentation de 2,5 °C. En gardant ces projections à l'esprit, les gouvernements ont été invités, dans le cadre du Plan de mise en œuvre, à revoir et à renforcer les objectifs de 2030 dans leurs plans climatiques nationaux d'ici la fin de 2023.

D'autres [initiatives](#) et [décisions](#) incluent l'accord décisif sur un [nouveau fonds pour les « pertes et préjudices »](#) pour les pays vulnérables ; l'adoption d'un plan sur quatre ans d'[Action pour l'autonomisation climatique](#) dans le cadre du programme de travail de Glasgow ; la [mise en œuvre du plan d'action genre](#); l'[Initiative de coalition pour la soutenabilité de la dette](#) ; le lancement du [Plan d'action «Alertes précoces pour tous»](#), entre autres. Pour découvrir plus de résultats, lire le [rapport](#) de résumé de l'IIDD sur la COP27.

POINTS D'ACTION :

Au travers de leurs fonctions de supervision et autres responsabilités législatives, **les parlementaires peuvent jouer un rôle central pour responsabiliser le pouvoir exécutif sur les engagements climatiques assumés lors de la COP27, ainsi que sur d'autres accords environnementaux multilatéraux comme la CDB**, en assurant que les paroles se traduisent en actes.

- Examinez si votre pays a ou prévoit de soumettre une mise à jour de sa [contribution déterminée au niveau national](#) et s'il a élaboré ou travaille à l'élaboration d'une stratégie climatique à long terme.
- Évaluez si les engagements et les plans climatiques nationaux de votre pays sont compatibles avec les objectifs de l'[Accord de Paris](#), y compris de limiter la hausse de température à 1,5 °C, et dans quelle mesure ils contribuent à atteindre les priorités de développement nationales, y compris l'égalité des genres.
- Déterminez si votre pays a développé/développe un plan national sur le genre et le changement climatique, décrivant en détail comment différents secteurs et plans abordent ces deux questions de façon globale.
- Demandez aux fonctionnaires gouvernementaux, à l'équipe nationale de négociation et/ou à la délégation parlementaire à la COP27 de votre pays, de présenter les engagements nationaux adoptés lors de cette Conférence au(x) comité(s) chargé(s) de la protection environnementale et de l'action climatique et/ou à l'assemblée plénière.
- Exigez des rapports d'avancement sur les engagements environnementaux et climatiques pris lors de la COP27, par le biais du ou des comité(s) assumant la responsabilité de suivre la mise en œuvre des engagements.
- Examinez comment les engagements pris lors de la COP27 et les engagements climatiques nationaux peuvent être promus et exécutés au moyen de la législation existante ou de nouvelles lois et d'une dotation budgétaire adéquate.



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[ORDRE DU JOUR : Réunion en personne pour les législateurs d'Amérique latine dans le cadre de la COP27](#)



[COP27 1E COMMUNICATION : Soutenir la participation parlementaire](#)



[PUBLICATION : Les parlements et l'Accord de Paris](#)



[FLICKR](#)

Merci

pour votre contribution à ParlAmericas en 2022.
Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts
grâce à votre soutien constant!

L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS

Agustina Palencia

Alisha Todd

Álvaro Terán

Anabella Zavagno

Chrisette Benjamin

Christian Navarro

Clara Basilio

Deborah Novaes

Eilish Elliott

Jack Melamed

Kerronia Thomas

Lisane Thirsk

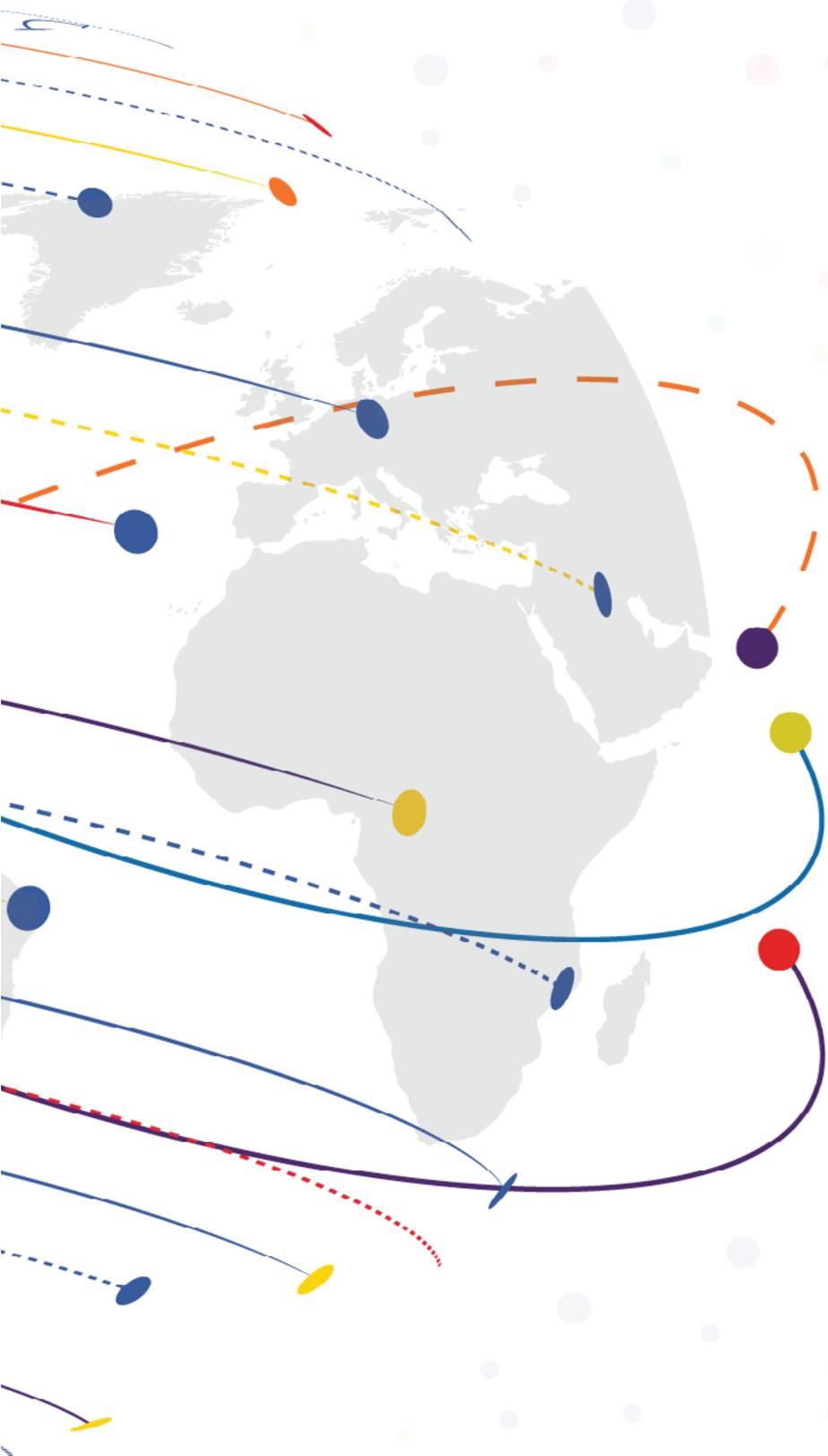
Maria Boada

Mateusz Trybowski

Michelle Volpin

Natalí Casanova

Natán Iorcansky



Secrétariat international de ParlAmericas
703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada
Téléphone: + 1 (613) 947-8999
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

